



# Vers un revenu de subsistance garanti : Bibliographie annotée



THE HONOURABLE | L'HONORABLE  
**Kim Pate**  
SENATOR | SÉNATRICE  
CANADA



## Table des matières

<b>Introduction.....</b>	<b>4</b>
Qu'est-ce que le revenu de subsistance garanti? .....	4
<i>Glossaire</i> .....	4
<i>Notre point de vue</i> .....	6
<b>L'expérience canadienne .....</b>	<b>6</b>
Historique des modèles de revenu de base proposés au Canada .....	6
<i>Étude du RSG au Sénat</i> .....	8
Yukon.....	9
Colombie-Britannique.....	9
Nunavut.....	10
Québec .....	10
Île-du-Prince-Édouard .....	10
L'expérience Mincome au Manitoba .....	11
<i>Contexte</i> .....	11
<i>Rapports d'évaluation</i> .....	12
<i>Opinions et évaluations</i> .....	12
Projet pilote de l'Ontario portant sur le revenu de base .....	14
<i>Contexte</i> .....	14
<i>Rapports d'évaluation</i> .....	15
<i>Opinions et évaluations</i> .....	15
Programmes de revenu fédéraux .....	16
<i>Allocation canadienne pour enfants</i> .....	16
<i>Sécurité de la vieillesse et Supplément de revenu garanti</i> .....	17
<i>Prestation canadienne d'urgence (PCU) et Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE)</i> .....	18
<b>Gouvernance autochtone.....</b>	<b>20</b>
Revenu de base et peuples autochtones.....	20
Dans les médias.....	21
Pauvreté et peuples autochtones .....	22
Autodétermination des Autochtones.....	23
Autochtones et obstacles aux programmes canadiens d'aide au revenu.....	25
<b>Description des politiques visant les programmes nationaux de RSG .....</b>	<b>26</b>
<b>Sondages d'opinion sur un RSG au Canada .....</b>	<b>28</b>
<b>Effet du RSG sur la santé et autres formes de bien-être .....</b>	<b>30</b>
Santé .....	30
Sécurité alimentaire .....	31
Coûts liés à la pauvreté.....	31
Emploi.....	32
Femmes.....	32
<b>Système de justice pénale .....</b>	<b>34</b>
<b>Revenu de subsistance garanti (RSG) pour les Canadiens handicapés .....</b>	<b>36</b>
<b>Modèles internationaux.....</b>	<b>37</b>
Brésil.....	37
<i>Bolsa Familia [bourse familiale]</i> .....	37
<i>Municipalité de Maricá: Renda Basica de Cidadania [revenu de base pour les citoyens]</i> .....	38

<i>Projet ReCivitas</i> .....	38
Finlande .....	39
Inde.....	40
Iran.....	41
Italie .....	41
Kenya.....	42
Pays-Bas.....	42
Écosse .....	43
Espagne.....	43
Ouganda .....	44
États-Unis .....	44
<i>Alaska</i> .....	46
<i>Réserve des Cherokee de l'Est (Caroline du Nord)</i> .....	47
<i>Gary, Indiana</i> .....	48
<i>New Jersey</i> .....	48
<i>Projet de maintien du revenu en régions rurales (Caroline du Nord et Iowa)</i> .....	48
<i>Seattle et Denver</i> .....	48
<i>Projets en cours et potentiels de revenu de base aux États-Unis</i> .....	49

# Introduction

## Qu'est-ce que le revenu de subsistance garanti?

### Glossaire

*\*Les définitions qui suivent correspondent à des interprétations généralement reconnues de ces expressions. Toutefois, les interprétations proposées par les diverses sources peuvent différer, y compris dans la présente bibliographie annotée.*

**Revenu de base universel :** Il s'agit d'une indemnité non assortie de conditions, souvent appelée « subvention démographique », versée à une famille ou à une personne, peu importe leur revenu. Selon le modèle retenu, le montant de cette indemnité pourrait ou non être exonéré d'impôt. Cependant, on pense souvent que les particuliers à revenus élevés rembourseraient leurs prestations en espèces par l'entremise de l'impôt perçu sur leurs revenus. En théorie, un modèle de revenu de base universel et un modèle d'impôt négatif devraient aboutir à des résultats semblables. Néanmoins, un modèle de revenu de base universel comportera des coûts initiaux plus élevés, et il est possible que l'on ait du mal à récupérer les prestations au moyen de la perception d'impôt.

**Revenu de subsistance garanti :** Un « revenu de subsistance garanti » (RSG) serait universellement accessible, mais les prestations ne seraient pas accordées de façon universelle, c'est-à-dire quel que soit le revenu de la personne. Il serait plutôt réservé aux familles et aux particuliers à faible revenu. Sa perception ne serait assortie d'aucune condition, comme celle de chercher du travail. Normalement, dans le cas d'un RSG, le régime fiscal servirait à effectuer des versements en espèces, au moyen d'un modèle d'impôt négatif sur le revenu. Les versements effectués dans le cadre du RSG seraient suffisants pour constituer des montants de subsistance plutôt que de tenir lieu de complément à d'autres sources de revenus (le cas échéant).

**Revenu de base garanti :** Le revenu de base garanti, semblable au RSG, n'est pas assorti de conditions et prend souvent la forme d'un impôt négatif sur le revenu. Cependant, contrairement à un RSG, rien ne garantit que le plafond des prestations sera un montant décent permettant d'assurer la subsistance. Sauf si le montant garanti établi est équivalent au seuil de la pauvreté, le modèle d'impôt négatif sur le revenu à lui seul ne permettra pas d'éliminer la pauvreté. Souvent, on utilise un revenu de base garanti pour inciter les participants à gagner des revenus provenant d'autres sources. Le revenu annuel garanti, le revenu de base, le salaire du citoyen, le revenu de base garanti, le dividende social et le revenu minimal garanti sont également des noms que l'on utilise couramment pour décrire le revenu de base garanti.

**Impôt négatif sur le revenu :** Dans le cadre d'un modèle d'impôt négatif sur le revenu, une personne n'ayant aucun revenu d'une autre source devrait recevoir la prestation maximale offerte en vertu du RSG (montant garanti). À mesure que ses gains ou ses revenus provenant d'autres sources augmentent, le montant de la prestation est réduit, selon un taux de récupération fiscale proposé (taux de « récupération ») par dollar reçu. Ce montant tombe à zéro lorsque les revenus atteignent le seuil de rentabilité ou sont supérieurs à celui-ci (les personnes dont les revenus sont équivalents à un niveau de revenu établi ou sont supérieurs à celui-ci ne reçoivent pas de prestations dans le cadre du RSG).

**Mincome** : Le terme a été inventé pour les besoins d'une expérience sociale de revenu de base réalisée au Manitoba, un projet pilote sur le RSG lancé au cours des années 1970.

### Réseau canadien pour le revenu garanti

- Le Réseau canadien pour le revenu garanti est un organisme sans but lucratif et non partisan. Ses responsables compilent divers outils d'aide relatifs au revenu de subsistance garanti (RSG) ou au revenu de base, y compris une [série de documents d'introduction au revenu de base](#), et une série de fiches d'information dans lesquelles le RSG fait l'objet de diverses analyses, y compris en ce qui concerne la santé et le sexe.

Evelyn Forget, *Basic Income For Canadians: The Key to a Healthier, Happier, More Secure Life for All* [Un revenu de base pour les Canadiens : la clé d'une vie plus saine, plus heureuse et plus sécuritaire pour tous] (Toronto : James Lorimer & Company Ltd., éditeurs, 2018) : <https://www.amazon.ca/Basic-Income-Canadians-healthier-happier/dp/1459413504>.

- Evelyn Forget, économiste à l'Université du Manitoba, est une chef de file de la recherche sur les résultats de l'expérience Mincome, effectuée au Manitoba au cours des années 1970. Dans son livre, elle rend compte de l'expérience et fournit de multiples sources de données à l'appui du RSG (« revenu de base ») comme solution stratégique pour permettre à tous les Canadiens de mener une vie en meilleure santé, plus heureuse et sécuritaire. Elle examine aussi les économies éventuelles en aval sur le plan des soins de santé et des autres services sociaux, l'applicabilité du RSG aux Autochtones ainsi que d'autres facteurs importants, comme les effets de la nouvelle « économie des petits boulots ». La [deuxième édition](#) du livre, intitulé *Basic Income for Canadians : From the COVID-19 Emergency to Financial Security for All* [Un revenu de base pour les Canadiens : de l'urgence liée à la COVID-19 à la sécurité financière de tous], sera publiée prochainement; l'auteure y envisagera aussi la façon dont les mesures temporaires de soutien du revenu mises en place en réaction à la COVID-19 pourraient être converties en un RSG à long terme.

Margot Young et James P. Mulvale, [Possibilities and Prospects: The Debate over a Guaranteed Income](#) [Possibilités et perspectives : le débat entourant un revenu garanti] (*Centre canadien de politiques alternatives*, novembre 2009).

- Dans ce document, les auteurs résument l'historique des propositions de RSG (« revenu de base ») au Canada, répertorient les arguments en faveur d'un RSG et abordent les dimensions des différents modèles de RSG proposés. Leurs positions finales par rapport au RSG diffèrent, mais tous deux affirment qu'un RSG ne devrait pas remplacer les autres moyens de fournir des biens publics, et que la réforme de l'aide sociale devrait respecter les principes d'universalité, d'inconditionnalité et d'adéquation.

Richard Pereira et coll., [Financing Basic Income : Addressing the Cost Objection](#) [Le financement du revenu de base : des solutions aux objections financières], (*Palgrave Macmillan*, 2017).

- Dans cet ouvrage, les auteurs examinent les coûts d'un RSG (« revenu de base ») qui serait fixé à un niveau suffisamment élevé pour permettre de répondre aux besoins primaires et à la nécessité d'inclusion sociale, et ce, sans que soient éliminés d'importants programmes publics. L'ouvrage porte aussi sur les objections financières au RSG du point de vue du gouvernement de trois pays (Canada, Suisse et Australie) et de trois modèles (impôt négatif, subvention démographique et dividende universel). Selon ses auteurs, si l'on élimine les redondances qui existent actuellement dans les régimes d'aide sociale, un RSG sera abordable et pourra être mis en œuvre sans que l'on ait à hausser le taux d'imposition du revenu des particuliers. Le modèle d'impôt négatif sur le revenu, qui est considéré comme étant universellement accessible, démontre clairement les économies de coûts éventuelles par rapport à un versement universel comme une subvention démographique. Cependant, les auteurs affirment qu'en théorie, l'effet final peut être équivalent pour les deux méthodes.

### Notre point de vue

Kim Pate, [\*Motion tendant à encourager le gouvernement à évaluer le coût et l'incidence de la mise en place d'un régime national de revenu de base – Motion d'amendement – Suite du débat\*](#) (7 mars 2017).

- Discours sur la motion du sénateur Art Eggleton dans laquelle celui-ci demande au gouvernement d'appuyer les initiatives de RSG.

Kim Pate, [\*Le revenu de base garanti — Interpellation – Ajournement du débat\*](#) (25 février 2020).

- Discours de lancement d'une interpellation visant à attirer l'attention des sénateurs sur la nécessité d'examiner et d'évaluer les mesures concrètes dont ceux-ci disposent pour soutenir la mise en œuvre du RSG et promouvoir une véritable égalité.

Bureau de la sénatrice Pate, *Why a Guaranteed Livable Income* [Pourquoi le revenu de subsistance garanti : perspective] (12 juin 2020).

- Nos objectifs pour un RSG, ce à quoi un programme national de RSG pourrait ressembler dans la pratique, et des réponses à certaines questions et idées erronées couramment associées au RSG.

## L'expérience canadienne

### Historique des modèles de revenu de base proposés au Canada

John A. Irving, [\*The Evolution of the Social Credit Movement\*](#) [L'évolution du mouvement populaire créditiste] *Revue canadienne d'économie et de science politique/ The Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 14, n° 3, p. 321–341, août 1948.

- Au cours des années 1930, le premier ministre de l'Alberta, William Aberhart, qui dirige le Parti Crédit social, propose que le gouvernement verse à chaque adulte un dividende mensuel de 25 \$. Toutefois, la proposition s'avère trop difficile à mettre en œuvre à l'époque de la Grande Dépression et puisque le gouvernement fédéral refuse également de lui accorder le pouvoir monétaire nécessaire pour ce faire.

Canada, Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, [Rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada](#) (Ottawa : Bureau du Conseil privé, 1970).

- En 1970, la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme publie un rapport dans lequel il est recommandé qu'un RSG (« revenu annuel garanti ») soit offert aux chefs de famille monoparentale avec enfants à charge dont le revenu est nettement inférieur à la moyenne.

Commission Castonguay-Nepveu, [Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social](#) (Québec : Éditeur officiel, 1967-1972).

- En 1971, la Commission Castonguay-Nepveu publie un rapport dans lequel on recommande que le gouvernement du Québec adopte un régime de sécurité du revenu à trois niveaux, à savoir un impôt négatif sur le revenu, un programme d'allocations familiales universelles et une stratégie d'assurance sociale.

Canada, Parlement, Sénat, Comité spécial du Sénat sur la pauvreté, [La pauvreté au Canada : Rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté](#) (1971) p. 203-209.

- Dans ce qui est communément appelé le « rapport Croll », les membres du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté, présidé par le sénateur David Croll, recommandent qu'un RSG national (« revenu annuel garanti ») soit fourni à tous les citoyens qui se situent en deçà de 70 % du seuil de la pauvreté, à l'exclusion des personnes seules et célibataires de moins de 40 ans, qui se verraient plutôt offrir des programmes d'éducation, de formation, de conseil et d'aide au placement. Il s'agirait d'un impôt négatif sur le revenu assorti d'un taux de récupération de 70 cents pour chaque dollar supplémentaire gagné, bien que, d'après les membres du Comité, un taux de 50 cents par dollar gagné serait préférable.

Voir [Expérience Mincome du Manitoba](#), une expérimentation du revenu annuel de base menée dans la province de 1974 à 1979.

Canada, Bureau du Conseil privé, [Rapport de la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada](#) (Ottawa : 1985) p. 48.

- Dans ce qui est communément appelé le rapport MacDonald, on propose que le gouvernement fédéral mette en œuvre un programme universel de supplément du revenu à l'échelle nationale afin de verser des prestations universelles à tous les citoyens, à l'exclusion des personnes seules de moins de 35 ans. Deux montants de prestation sont suggérés, selon que le montant de l'exemption personnelle de base serait maintenu ou non. Un taux de récupération fiscale de 20 % est proposé, lequel s'appliquerait uniformément aux prestations pour les deux options. En outre, on estime que la structure d'imposition du revenu des particuliers demeurerait inchangée.

*\*Il est à noter que, dans ce rapport, on recommande des prestations universelles pour tous les Canadiens, quel que soit leur niveau de revenu. On recommande aussi de verser de petites prestations annuelles de 2 750 \$ par adulte et de 750 \$ par enfant, en dollars de 1985, plutôt qu'un montant de subsistance garanti fondé sur le revenu pour les personnes dont le revenu est inférieur à un certain seuil.*



Canada, Développement des ressources humaines Canada, [L'amélioration de la sécurité sociale au Canada : un document de travail](#) (1994); mentionné dans Margot Young et James P. Mulvale, [Possibilities and Prospects : The Debate Over a Guaranteed Income](#) [Possibilités et perspectives : le débat entourant le revenu garanti], Centre canadien de politiques alternatives, novembre 2009, p. 23.

- En 1994, à la suite de l'examen de la sécurité sociale dirigé par Développement des ressources humaines Canada est publié un document complémentaire dans lequel sont pris en compte les coûts d'un revenu garanti accordé sous forme de subvention démographique universelle et d'impôt négatif. On juge que le modèle d'impôt négatif n'entraînera pas de coûts, puisque les fonds provenant de programmes redondants comme celui de l'assurance-emploi et de la prestation fiscale pour enfants ainsi que des contributions fédérales à l'aide sociale seront redistribués.

### Étude du RSG au Sénat

Canada, Parlement, Sénat, Sous-comité sur les villes du Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie, [Pauvreté, logement et sans-abrisme : Enjeux et options](#) (juin 2008).

- Ce rapport provisoire d'un sous-comité du Sénat chargé de mener un examen sur les questions sociales de l'heure concernant les grandes villes du Canada et d'en faire rapport est consacré à la pauvreté, au logement et au sans-abrisme. On y suggère notamment de remplacer les programmes d'aide sociale à l'intention des personnes handicapées par un revenu de subsistance garanti (RSG) (« revenu de base ») semblable au soutien au revenu actuel pour les personnes âgées, et de remplacer aussi l'aide sociale par un RSG (« revenu annuel garanti »).

Canada, Parlement, Sénat, Sous-comité sur les villes du Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie, [Pauvreté, logement, itinérance : les trois fronts de la lutte contre l'exclusion](#) (décembre 2009).

- Le rapport final du Sous-comité sur le thème de la pauvreté, du logement et de l'itinérance comprenait la recommandation 5, selon laquelle le gouvernement fédéral devrait publier, d'ici le 31 décembre 2010, un livre qui présenterait les coûts et les avantages des mesures actuelles de soutien du revenu et de différentes options visant à réduire et à éliminer la pauvreté, y compris un revenu annuel de base fondé sur un impôt négatif, ainsi qu'une évaluation détaillée des projets pilotes concernant un revenu de base qui ont été menés au Nouveau-Brunswick et au Manitoba. La recommandation 53 était d'établir un revenu plancher pour tous les Canadiens handicapés.

Sénat du Canada, [42<sup>e</sup> législature, 1<sup>re</sup> session, volume 150, numéro 118](#), 9 mai 2017.

- Cette transcription des Débats du Sénat comprend la tenue d'un vote au Sénat visant à soutenir la motion 51 du sénateur Art Eggleton : « Que le Sénat encourage le gouvernement fédéral à appuyer, à l'issue de consultations adéquates, les initiatives des gouvernements provinciaux ou territoriaux, y compris les collectivités autochtones, visant à évaluer le coût et l'incidence de la mise en place de mesures, de programmes et de projets-pilotes afin d'aider les Canadiens à sortir de la pauvreté au moyen d'un régime de revenu de base (comme un impôt négatif sur le revenu), et à faire rapport sur leur efficacité. »

Canada, Parlement, Sénat, Comité sénatorial permanent des finances nationales, [COVID-19 : Du soutien en temps de crise](#) (14 juillet 2020).

- Ce rapport provisoire porte sur les conclusions du Comité sénatorial permanent des finances nationales, dont les membres ont étudié les interventions du gouvernement face à la COVID-19 et les conséquences économiques de la pandémie, y compris les lois d'urgence adoptées par le gouvernement et les dépenses effectuées par ce dernier. On y examine les différentes mesures temporaires de soutien du revenu mises en place dans le contexte de la pandémie, notamment la Prestation canadienne d'urgence (PCU). Les témoignages présentés devant le Comité comprenaient un exposé d'un représentant du Basic Income Network Canada, dans lequel celui-ci pressait le gouvernement fédéral de mettre en œuvre un RSG (« revenu de base ») semblable à la PCU. On examine également un rapport du Bureau du directeur parlementaire du budget portant sur l'estimation du coût d'un RSG (« revenu de base ») pendant la pandémie. Ayant conclu que la possibilité d'instaurer un revenu de base méritait de faire l'objet d'une enquête plus approfondie, le directeur recommande notamment ce qui suit : « Le gouvernement du Canada, de concert avec les provinces, les territoires et les gouvernements autochtones, doit envisager de façon exhaustive, juste et prioritaire l'instauration d'un revenu de base garanti. »

## Yukon

Justine Davidson, [Senator promotes guaranteed income model](#) [Un sénateur fait la promotion du modèle fondé sur un revenu garanti] (*Whitehorse Star*, 12 avril 2010).

- Cet article présente la proposition du sénateur Hugh Segal de faire du Yukon un site d'essai pilote pour un RSG ainsi que les réponses de certains politiciens du Yukon.

Bruce McLennan et coll., [Putting People First— The final report of the comprehensive review of Yukon's health and social programs and services](#) [Mettre les personnes au premier plan : rapport final de l'examen exhaustif des programmes et des services de santé et d'affaires sociales du Yukon ] (13 mai 2020).

- En novembre 2018, un comité d'experts indépendants a été chargé de réaliser un examen exhaustif des services de santé et des services sociaux au Yukon. Son rapport comprend 76 recommandations portant sur la santé et les services sociaux dans le territoire, y compris la recommandation 5.7, à savoir concevoir et mettre en œuvre un projet pilote de revenu annuel garanti, de concert avec la Coalition anti-pauvreté du Yukon et des partenaires financiers éventuels comme le gouvernement fédéral, des programmes de recherche en matière de santé et de services sociaux et d'autres partenaires.

## Colombie-Britannique

[BC Poverty Reduction](#) [La réduction de la pauvreté en Colombie-Britannique]

- Le 3 juillet 2018, le gouvernement de la province a annoncé la création d'un comité d'experts dont les membres seraient chargés d'étudier la possibilité de recourir à un revenu de base pour tenter de réduire la pauvreté et se préparer à la nouvelle économie. Cette annonce découle de l'engagement pris par le gouvernement et le caucus du Parti vert de la Colombie-Britannique dans le cadre de l'entente de confiance et de soutien qu'ils ont signée.

David Green, Jonathan Rhys Kesselman et Lindsay Tedds, « [Considerations For Basic Income As A Covid-19 Response](#) » [Éléments à prendre en considération pour le revenu de base comme réaction à la COVID-19] *School of Public Policy Publications*, vol. 13, n° 11, mai 2020.

- Les auteurs de ce mémoire sont des experts d'un comité du gouvernement de la Colombie-Britannique chargé d'évaluer s'il est souhaitable et réalisable d'y établir un revenu de base. Ils ont relevé une série de questions nécessitant une réponse approfondie et permettant d'évaluer un éventuel régime de revenu de base ou d'autres réformes visant à atteindre une partie des mêmes objectifs.

## Nunavut

Ken Battle et Sherri Torjman, [Poverty and Prosperity in Nunavut](#) [La pauvreté et la prospérité au Nunavut] (Caledon Institute of Social Policy, novembre 2013).

- En lien avec la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté du Nunavut élaborée par la Table ronde du Nunavut sur la réduction de la pauvreté, les responsables du Caledon Institute of Social Policy, après s'être fait demander d'étudier une éventuelle politique sociale propre au Nunavut, ont proposé, entre autres mesures, de remplacer l'aide sociale par un RSG (« revenu de base »).

## Québec

Projet de loi n° 173, [Loi visant principalement à instaurer un revenu de base pour des personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi](#), 1<sup>re</sup> session, 41<sup>e</sup> législature, Québec (2018) (sanctionnée le 15 mai 2018).

- Le projet de loi n° 173 établit une forme de RSG destiné à environ 84 000 personnes handicapées en leur offrant une hausse de 40 % des sommes qui leur sont versées en aide sociale entre 2018 et 2023, et ce, afin de leur fournir 18 000 \$ par année, soit l'équivalent du seuil de la pauvreté, calculé par application de la mesure du panier de consommation. Voir aussi le [discours](#) de la sénatrice Miville-Dechêne portant sur le RSG et dans lequel celle-ci aborde ce projet de loi.

Comité d'experts sur le revenu minimum garanti, [Le revenu minimum garanti au Québec : Une utopie? Une inspiration pour le Québec](#), vol. 1 (Gouvernement du Québec, 2017).

- Le Comité d'experts sur un revenu minimum garanti a été institué pour faire des recommandations au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et à celui des Finances pour les questions relatives au soutien du revenu. Dans leur rapport final, ses membres font appel aux principes d'un RSG pour proposer un ensemble de réformes des programmes d'aide au revenu. Ils présentent divers scénarios de coûts concernant l'instauration d'un RSG au Québec. Pour obtenir plus de détails sur le Comité, cliquez [ici](#).

## Île-du-Prince-Édouard

Jim Day, [First Nation chief on P.E.I. backs basic guaranteed income for Mi'kmaq people](#) [Une chef de Première Nation de l'Île-du-Prince-Édouard soutient l'instauration d'un revenu garanti pour les Mi'kmaq] (19 février 2020).

- Article portant sur le témoignage de Darlene Bernard, chef de la Première Nation de Lennox Island, devant le Comité spécial sur la pauvreté à l'Île-du-Prince-Édouard, à l'appui du RSG (« revenu de base garanti »).

[Special Committee on Poverty in PEI](#) [Comité spécial sur la pauvreté à l'Î.-P.-É.], Assemblée législative de l'Î.-P.-É.

- En 2019, l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard a mis sur pied un comité spécial dont les membres ont été chargés d'examiner la possibilité de mettre en œuvre un projet pilote de RSG dans la province et de lui fournir un plan comprenant les coûts de la mise en œuvre d'un tel projet. Cette page fournit des renseignements sur le Comité, notamment les transcriptions de ses réunions et les rapports à l'Assemblée législative.
- En juillet 2020, le Comité spécial a publié un [rapport provisoire](#) qui se voulait une revue des témoignages entendus sur les enjeux liés au RSG.

## L'expérience Mincome au Manitoba

### Contexte

Zi-Ann Lum, [A Canadian City Once Eliminated Poverty And Nearly Everyone Forgot About It](#) [Une ville canadienne a déjà éliminé la pauvreté, et presque tout le monde l'a oublié] (*Huffington Post*, 23 décembre 2014).

- Entre 1974 et 1979, les résidents d'une petite ville au Manitoba ont été choisis pour être les sujets d'un projet qui visait à faire en sorte que chacun ait accès à un revenu annuel de base. Pendant une période de cinq ans, des chèques sont parvenus tous les mois aux résidents les plus pauvres de Dauphin, au Manitoba, et ce, sans que rien leur soit demandé en retour, et, pendant cinq ans, il n'y a plus eu de pauvreté dans la ville.

### [Mincome Dataverse – Université du Manitoba](#)

- Le réseau « Mincome Dataverse » présente les données et les documents associés à l'expérimentation sociale du revenu annuel de base menée au Manitoba de 1974 à 1979. Dataverse comprend quatre volets : 1. Les recherches effectuées – documents de travail, rapports techniques et articles pour lesquels la base de données a été consultée; 2. les [manuels techniques](#) d'origine produits par Mincome Manitoba; 3. les ensembles de données non pondérées en format Excel; il en existe six; 4. les livres de code correspondant aux six ensembles de données.

Evelyn Forget, *Basic Income for Canadians: The Key to a Healthier, Happier, More Secure Life for All* [Un revenu de base pour les Canadiens : la clé permettant d'assurer à tous une vie heureuse et sécuritaire] (Toronto : *James Lorimer & Company Ltd.*, éditeurs, 2018) :

<http://www.lorimer.ca/adults/Book/3070/Basic-Income-for-Canadians.html>.

- Evelyn Forget, économiste à l'Université du Manitoba, est une chef de file de la recherche sur les résultats de l'expérience Mincome effectuée au Manitoba au cours des années 1970. Dans son livre, elle rend compte de l'expérience et énonce de multiples sources de données à l'appui du RSG (« revenu de base ») comme solution stratégique pour permettre à tous les Canadiens de mener une vie en meilleure santé, plus heureuse et sécuritaire.

Ken Fisher, [The Manitoba Story](#) [L'histoire du Manitoba], *The BIG Experience*, 2018.

- Dans ce film de 20 minutes, on raconte l'histoire des personnes qui ont pris part à la première expérience sur le revenu de base au Canada au cours des années 1970. On y saisit l'incidence de l'expérience « Mincome » sur une petite ville du Manitoba qui a été le site de l'un des seuls projets pilotes sur le revenu de base auxquels tous les habitants d'un secteur ont été invités à participer, même si, pour qu'ils soient admissibles aux prestations, leur revenu familial devait être inférieur à un certain taux.

## Rapports d'évaluation

Carol Billet et coll., [Manitoba Basic Annual Income Experiment – Issues in the Administration of Mincome Manitoba: Three Preliminary Assessments](#) [Expérience de revenu annuel de base menée au Manitoba – Enjeux liés à l'administration de Mincome Manitoba : trois évaluations préliminaires], rapport technique 11, Mincome Manitoba (1979).

- « MINCOME » a offert aux chercheurs une rare occasion de comprendre comment gérer un revenu annuel garanti (RAG). Dans ce document, les auteurs passent en revue trois questions administratives : 1) le rapprochement annuel des paiements; 2) la vérification des paiements, et 3) les fluctuations mensuelles de revenus.

Derek Hum et Wayne Simpson, [Income Maintenance, Work Effort, and the Canadian Mincome Experiment](#) [Soutien du revenu et propension au travail : L'expérience canadienne Mincome], Conseil économique du Canada, 1991.

- Il s'agit de la principale étude de l'expérience Mincome. On y explore la réaction à l'égard du marché du travail des ménages qui reçoivent un revenu annuel garanti. Au fond, on craint que les prestations diminuent l'incitation au travail. Selon les résultats de l'étude, ces craintes ne seraient pas fondées.

Derek Hum, Michael Laub et Brian Powell, [Manitoba Basic Annual Income Experiment— The Objectives and Design of the Manitoba Basic Annual Income Experiment](#) [Le programme expérimental manitobain de revenu annuel de base : objectifs et conception], rapport technique 1, Mincome Manitoba (1979).

- Ce rapport énonce les caractéristiques de conception essentielles du programme expérimental manitobain de revenu annuel de base (MINCOME).

Derek Hum, David Crest et David Komus, [Manitoba Basic Annual Income Experiment – The Design of the Payments System of Mincome Manitoba](#) [Le programme expérimental manitobain de revenu annuel de base : la conception du régime de prestations de Mincome Manitoba], rapport technique 3, Mincome Manitoba (1979).

- L'étude de MINCOME a permis de créer une structure administrative distincte (incorporée) pour la gestion des prestations. L'étude visait entre autres à permettre d'évaluer les coûts administratifs et la complexité de l'instauration d'un revenu annuel garanti. Pour ce faire, il est important de comprendre le régime de prestations.

## Opinions et évaluations

David Calnitsky, « [The Employer Response to the Guaranteed Annual Income](#) » [La réaction des employeurs au revenu annuel garanti], *Socio-Economic Review*, 2018.

- Comment les entrepreneurs réagissent-ils lorsque l'ensemble de la main-d'œuvre peut se prévaloir d'un revenu garanti? Certains soutiennent que le revenu garanti équivaut à verser des subventions aux employeurs, les incitant à offrir de faibles salaires, et qu'il s'agit d'une stratégie industrielle mesquine. D'autres, par contre, laissent entrevoir qu'en offrant une solution de remplacement au travail, le revenu garanti contribue à resserrer les marchés du travail et à bonifier les salaires. Cette recherche porte principalement sur le site à « saturation » de Mincome, soit la ville de Dauphin, au Manitoba, où tous les habitants étaient admissibles au versement des prestations, et ce, sans condition. S'appuyant sur une enquête archivée auprès des entrepreneurs de la région, laquelle portait sur les salaires, les demandes, l'embauche et les heures de travail, l'auteur soutient le second point de vue.

David Calnitsky, « [More Normal than Welfare: The Mincome Experiment, Stigma, and Community Experience](#) » [Plus normal que l'aide sociale : l'expérience Mincome, la stigmatisation et l'engagement communautaire], *Canadian Review of Sociology*, vol. 53, n° 1, 2016.

- Dans cette étude, l'auteur examine l'effet d'une expérience sociale réalisée au Manitoba au cours des années 1970, appelée le Programme expérimental manitobain de revenu annuel de base (Mincome). En s'appuyant sur les comptes rendus qualitatifs archivés des participants, il démontre que, en raison de la conception et du cadre de Mincome, les participants percevaient les prestations selon un objectif pragmatique, plutôt que selon la perspective moralisatrice dans laquelle l'aide sociale est considérée. Conformément à la théorie précédente, dans ce document, l'auteur constate que la participation au projet Mincome n'a pas produit de stigmatisme social.

Evelyn Forget, « [The Town with No Poverty: The Health Effects of a Canadian Guaranteed Annual Income Field Experiment](#) » [Ville sans pauvreté : les effets qu'a eus sur la santé une expérience canadienne en matière de revenu annuel garanti] *Canadian Public Policy*, vol. 37, n° 3, octobre 2011.

- L'objet de cet article est double. Premièrement, documenter le contexte historique de MINCOME, une expérience canadienne en matière de revenu annuel garanti (réalisée de 1974 à 1979). Deuxièmement, grâce à des données provenant de dossiers administratifs de santé et à l'utilisation d'un modèle quasi expérimental, indiquer que le taux d'hospitalisation chez les participants à cette expérience était de 8,5 % inférieur à celui d'un groupe témoin, et que cette différence était surtout marquée dans les cas d'accident, de blessures et de maladies mentales. L'auteure conclut qu'un RAG même modeste peut contribuer à améliorer la santé d'une population, entraînant ainsi la réalisation d'économies importantes pour le système de santé.

Derek Hum et Wayne Simpson, « Economic Response to a Guaranteed Annual Income: Experience from Canada and the United States » [Interventions économiques en matière de revenu annuel garanti : l'expérience du Canada et des États-Unis], *Journal of Labor Economics*, vol. 11, n°1, 1993. (Voir la pièce jointe.)

- Dans cet article, les auteurs passent en revue les recherches menées dans le cadre des essais de maintien du revenu qui ont été effectués au Canada et aux États-Unis. Après en avoir examiné le contexte historique et politique, ils comparent leur conception et présentent quelques difficultés analytiques majeures. La diminution du nombre d'heures de travail est très faible chez les hommes, soit jamais plus de 9 %, mais plus importante chez les femmes. Dans l'expérience canadienne, cette diminution est aussi modeste : 1 % pour les hommes, 3 % pour les femmes mariées, et 5 % pour les femmes célibataires.

Derek Hum et Wayne Simpson, [A Guaranteed Annual Income? From Mincome to the Millennium](#), [Un revenu annuel garanti? De Mincome au Millénaire], *Options politiques*, 1<sup>er</sup> janvier 2001).

- Au cours des années 1970, le gouvernement a effectué un examen expérimental majeur du revenu garanti afin d'explorer davantage les conséquences d'un modèle si radicalement différent. Par le programme d'essais, il cherchait à répondre aux nombreuses questions sur le coût d'une telle réforme de l'aide sociale et à une question plus délicate, soit la mesure dans laquelle un revenu garanti pourrait inciter les Canadiens à travailler moins. Dans ce bref article, les auteurs esquissent l'historique de ce qui peut devenir ou non un débat sur le RAG au cours du XXI<sup>e</sup> siècle.

Melissa Martin, « [International Perspectives on Guaranteed Annual Income Programs](#) » [Points de vue internationaux sur les programmes de revenu annuel garanti] *Queen's Policy Review*, vol. 2, n° 1, hiver 2011.

- Les défenseurs de l'expérience Mincome insistent sur les avantages suivants : l'objectivité à l'égard de la détermination de l'admissibilité au RAG, l'absence de stigmatisation liée à l'aide sociale, l'efficacité du programme pour ce qui est de cibler les paiements vers les personnes à faible revenu, et la possibilité d'introduire le RAG dans le régime d'impôt sur le revenu déjà en vigueur par l'entremise d'un impôt négatif sur le revenu.

Wayne Simpson, Greg Mason et Ryan Godwin, « [The Manitoba Basic Annual Income Experiment: Lessons Learned 40 Years Later](#) » [Le Programme expérimental manitobain de revenu annuel de base : leçons retenues 40 ans plus tard], *Canadian Public Policy*, vol. 43, n°1, 2017.

- Le Programme expérimental manitobain de revenu annuel de base (Mincome), mené il y a une quarantaine d'années, était une expérience sociale ambitieuse conçue pour permettre d'évaluer diverses réactions comportementales à un impôt négatif, une forme particulière de RAG. Dans cet article, les auteurs examinent cette expérience, en précisant ce que le projet Mincome a permis exactement d'apprendre ou pas sur la réaction des particuliers et des ménages aux garanties de revenu. Mincome reflète les politiques publiques et le contexte socioéconomique d'il y a 40 ans, mais l'information est de grande qualité, et les documents justificatifs sont solides.

## Projet pilote de l'Ontario portant sur le revenu de base

### Contexte

Gouvernement de l'Ontario, [Projet pilote de l'Ontario portant sur le revenu de base \(8 avril 2019\)](#).

- La page décrit le projet pilote de l'Ontario portant sur le revenu de base et donne de l'information sur les paiements et les participants.

Gouvernement de l'Ontario, « [Le gouvernement de l'Ontario annonce l'élimination du projet de recherche sur le revenu de base d'une façon humanitaire](#) » (communiqué, 31 août 2018).

- Le communiqué parle de l'élimination du projet de recherche de l'Ontario sur le revenu de base.

Shawn Jeffords, « [Ontario's Basic Income Pilot Project is 'Failing', Says Tory Minister in Defence of Winding it Down](#) » [Le Projet pilote de l'Ontario portant sur le revenu de base est un échec et doit être éliminé, selon la ministre conservatrice] (*National Post*, 9 août 2018).

- L'article porte sur l'élimination par la province du projet pilote de l'Ontario portant sur le revenu de base.

Hugh Segal, [À la recherche d'une meilleure solution : Projet pilote portant sur le revenu de base en Ontario](#), document de travail (31 août 2016).

- Dans ce document de travail, Hugh Segal énonce « les étapes à suivre idéalement pour l'organisation, la planification, l'administration et la conception » de ce qui deviendrait le plan directeur du projet pilote de l'Ontario portant sur le revenu de base.

## Rapports d'évaluation

Bureau du directeur parlementaire du budget, [\*Établissement du coût d'un revenu de base garanti national à l'aide du modèle de revenu de base de l'Ontario\*](#) (17 avril 2018).

- « Le présent rapport applique à l'échelle du pays les paramètres stratégiques du Projet pilote [de l'Ontario] portant sur le revenu de base afin d'estimer le coût d'un revenu de base garanti [(RBG)]. » Le rapport comprend une description du Projet pilote de l'Ontario portant sur le revenu de base.

Bureau du directeur parlementaire du budget, [\*Estimation des coûts liés à un revenu de base garanti pendant la pandémie de COVID-19\*](#) (7 juillet 2020).

- À la demande d'un parlementaire, le bureau du directeur parlementaire du budget a produit un rapport en vue d'établir les coûts liés à un RBG (revenu de base garanti) à l'aide des paramètres établis dans le Projet pilote de l'Ontario sur le revenu de base. L'établissement des coûts repose sur un RBG qui fournirait aux Canadiens à faible revenu de 18 à 64 ans un revenu équivalent à au moins 75 % de la mesure de faible revenu durant les six derniers mois de l'exercice financier 2020-2021. Le rapport présente trois scénarios où la prestation est progressivement réduite ainsi qu'une ventilation par province des coûts nationaux de l'après-COVID.

## Opinions et évaluations

Réseau canadien pour le revenu garanti, [\*Signposts to Success: Report of a BICN Survey of Ontario Basic Income Recipients\*](#) [Sur la voie de la réussite : Rapport d'enquête du RCRG auprès des prestataires du revenu de base de l'Ontario] (2019).

- Le rapport fait état de l'expérience des prestataires du Projet pilote de l'Ontario portant sur le revenu de base, qui font état de plusieurs avantages : capacité d'agir, réduction de l'anxiété, connexion sociale, éducation (32,5 % des répondants ont dit avoir investi dans leur éducation ou la mise à niveau de leurs compétences). Il aborde aussi la question des obstacles au travail, comme le coût du transport.

Mohammad Ferdosi et coll., [\*Southern Ontario's Basic Income Experience\*](#) (Hamilton Roundtable for Poverty Reduction, McMaster University and Hamilton Community Foundation) [L'expérience du revenu de base dans le Sud de l'Ontario, par la Table de concertation de Hamilton sur la réduction de la pauvreté, l'Université McMaster et la Fondation communautaire de Hamilton] (mars 2020).

- Le rapport résume les répercussions du revenu de base sur la vie des prestataires dans le comté de Hamilton, Brantford et Brant, notamment une amélioration de leur santé physique et mentale, l'activité, la sécurité alimentaire, la stabilité du logement, le statut financier et les relations sociales.

Michael Mendelson, [\*Lessons from Ontario's Basic Income Pilot\*](#) [Leçons tirées du Projet pilote de l'Ontario portant sur le revenu de base] (Maytree, octobre 2019).

- L'auteur affirme que tout gouvernement qui envisage de créer un nouveau Projet pilote de revenu de base, que ce soit au Canada, aux États-Unis, en Europe ou ailleurs, pourrait tirer des leçons de l'expérience ontarienne en prenant connaissance des améliorations potentielles et des limitations du Projet pilote de l'Ontario portant sur le revenu de base – à titre d'expérience, et non de symbole. L'auteur se concentre sur trois aspects défectueux dans la conception du Projet pilote : l'absence d'un site de « saturation »; les difficultés à s'inscrire; et le recours au régime d'impôt sur le revenu pour tester le revenu des prestataires.



Dan Taekema, « [People Kept Working, Became Healthier While on Basic Income: Report](#) » [Les prestataires du revenu de base ont continué de travailler et étaient en meilleure santé] (*CBC News*, 5 mars 2020).

- L'article décrit l'impact du Projet pilote de l'Ontario portant sur le revenu de base. Selon l'auteur, les prestataires ont continué de travailler, et beaucoup d'entre eux ont même pu trouver de meilleurs emplois, mieux payés et offrant de meilleures conditions, qu'ils trouvaient aussi plus sécuritaires.

Ben Waldman, « [This Photographer Took Photos of Ontarians Affected by the Cancelled Basic Income Pilot](#) » [Cette photographe a photographié des Ontariens affectés par l'annulation du Projet pilote sur le revenu garanti] (*Toronto Life*, 23 mai 2019).

- L'article présente le travail de Jessie Golem, qui était une participante au Projet pilote de l'Ontario portant sur le revenu de base. Elle a photographié d'autres participants et a consigné l'impact que le projet et son annulation subite ont eu sur les participants.

Jessie Golem (photographe), [Humans of Basic Income](#) (série de photos numériques), Hamilton, Ontario (2018).

- En 2018, Jessie Golem a mis ses talents de photographe à profit pour produire une série de photos qu'elle a intitulée [Humans of Basic Income](#), et qui relate l'expérience de prestataires du Projet pilote de l'Ontario portant sur le revenu de base, annulé prématurément. Ses photos ont fait la manchette sur le site de CBC News, dans le *Huffington Post*, le *Toronto Star*, le *Lindsay Advocate*, le balado australien *Moonshot* et *Kyoto News*, au Japon.

## Programmes de revenu fédéraux

### Allocation canadienne pour enfants

L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) est une aide financière non imposable versée aux familles ayant des enfants de moins de 18 ans. L'allocation augmente en fonction du nombre d'enfants dans la famille et décroît en fonction du revenu. En moyenne en 2017-2018, les familles ont reçu environ 556 \$ par mois avec l'ACE, qui sert de revenu viable garanti limité pour les ménages ayant des enfants.

Canadian Centre for Economic Analysis, [Economic Contribution of the Canada Child Benefit: A Basic Income Guarantee for Canadian Families with Children](#) [Centre canadien d'analyse économique, Contribution économique de l'Allocation canadienne pour enfants : un revenu de base garanti pour les familles canadiennes ayant des enfants] (septembre 2019).

- L'objectif de cette recherche est de mesurer la contribution économique de l'ACE à l'économie canadienne depuis 2016. Les impacts pris en compte comprennent l'effet sur les familles et leurs revenus, ainsi que les contributions économiques en termes d'indicateurs économiques tels que le PIB, l'emploi et les recettes publiques. [...] Au cours de l'année de prestations 2017-2018, l'ACE a maintenu 277 000 familles au-dessus du seuil de pauvreté, défini comme le seuil de faible revenu de la mesure du panier de consommation. Cela représente 27 % de toutes les familles canadiennes qui se trouveraient sous le seuil de pauvreté sans leur ACE. [...] Chaque dollar versé aux familles canadiennes dans le cadre du programme s'est traduit par une contribution de 1,97 \$ au PIB, ce qui signifie que l'activité économique générée par l'ACE est presque deux fois plus importante que les paiements de l'ACE. Cette stimulation économique génère également des recettes fiscales.

Lauren Jones, Kevin Milligan et Mark Stabile, [How Do Families Who Receive the CCTB and NCB Spend the Money?](#) [Comment les familles recevant la PFCE et la PNE dépensent-elles cet argent?] (Martin Prosperity Institute, mars 2015).

- Le document examine comment les familles utilisent les revenus provenant des précurseurs de l'Allocation canadienne pour enfants (c.-à-d. la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation nationale pour enfants) à l'aide d'un ensemble de données sur 12 ans de Statistique Canada. Le document se concentre sur quatre grands domaines : les dépenses en éducation; les dépenses en santé, les dépenses en stabilité, dont les dépenses comme le loyer, les vêtements, la nourriture, le transport, la garderie et les loisirs; et les dépenses relatives à des comportements à risque, comme l'achat d'alcool et de tabac. Il conclut que les transferts inconditionnels semblent bien dépensés : les prestataires semblent utiliser ce revenu pour améliorer l'éducation et la santé de leurs enfants, et pour améliorer les conditions de vie générales de leur famille.

Kourtney Koebel et Tammy Schirle, « The Differential Impact of Universal Child Benefits on the Labour Supply of Married and Single Mothers » [Impact différentiel de la Prestation universelle pour la garde d'enfants sur l'offre de travail des mères mariées et célibataires], *Canada Public Policy*, vol. 42, n° 1, 2016 : <https://www.jstor.org/stable/24883698?seq=1>.

- L'article examine les effets de la Prestation universelle pour la garde d'enfants sur l'offre de travail des mères. La Prestation a un effet négatif important sur l'offre de travail des mères légalement mariées, car elle réduit leur probabilité d'activité de 1,4 point de pourcentage et leurs heures travaillées de près d'une heure par semaine. En revanche, la probabilité d'activité des mères divorcées augmente de 2,8 points de pourcentage lorsqu'elles perçoivent la Prestation et celle-ci n'affecte pas les heures travaillées. En outre, la Prestation n'a pas d'effet statistiquement significatif sur la participation des mères en union libre ou qui ne se sont jamais mariées.

## Sécurité de la vieillesse et Supplément de revenu garanti<sup>1</sup>

PROOF – Food Insecurity Policy Research, [Insecurity in Poor Canadian Seniors is Greatly Reduced when Guaranteed Annual Income Kicks in](#) [PROOF – Recherche sur les politiques en matière d'insécurité alimentaire, L'insécurité chez les aînés pauvres au Canada diminue grandement quand le revenu annuel garanti commence] (communiqué, 19 septembre 2016).

- Le communiqué résume une étude sur la réduction de l'insécurité alimentaire chez les aînés canadiens à faible revenu qui serait attribuable au revenu annuel garanti. Les auteurs sont Lynn McIntyre, Daniel J. Dutton, Cynthia Kwok et J.C. Herbert Emery. L'étude montre que les mesures qui s'apparentent au revenu de subsistance garanti, comme la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti, contribuent à réduire l'insécurité alimentaire chez les aînés canadiens à faible revenu.

---

<sup>1</sup> La Sécurité de la vieillesse est une pension mensuelle versée à tout résident canadien de 65 ans et plus, sans égard à son revenu (subvention démographique). Le Supplément de revenu garanti est un versement mensuel supplémentaire non imposable fondé sur le revenu et sur le modèle d'impôt négatif, ce qui veut dire qu'il est uniquement réservé aux aînés à faible revenu et qu'il diminue à mesure que d'autres sources de revenus augmentent. Ensemble, ces deux prestations font office de revenu de subsistance garanti pour les aînés vivant dans la pauvreté.

John Stapleton, [A Basic Income for Canadians](#) [Un revenu de base pour les Canadiens] (Metcalf Foundation, janvier 2017).

- L'article relate l'expérience de quatre personnes, dont deux aînés, et montre comment les programmes canadiens de sécurité du revenu peuvent aboutir à des niveaux de soutien très différents ainsi qu'à des lacunes inquiétantes dans le soutien des personnes qui en ont besoin. Il démontre aussi quels seraient les avantages d'un revenu de base comparés à ceux des programmes actuels.

## Prestation canadienne d'urgence (PCU)<sup>2</sup> et Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE)<sup>3</sup>

### Contexte

Gouvernement du Canada, ministère des Finances, [Prestation canadienne d'urgence](#).

- Le site Web fournit de l'information sur la PCU, notamment les critères d'admissibilité. On trouvera des statistiques sur le nombre de demandes et les montants versés [ici](#).

Gouvernement du Canada, ministère des Finances, [Soutien aux étudiants et aux nouveaux diplômés touchés par la COVID-19](#).

- Le site Web fournit de l'information sur la PCUE, notamment les critères d'admissibilité ainsi que des statistiques sur le nombre de demandes et les montants versés.

### Analyse

Réseau canadien pour le revenu garanti, [BICN COVID-19 Stories Report](#) [Rapport d'expériences de la COVID-19] (juin 2020).

- Ce rapport relate les expériences de personnes ayant reçu la PCU et d'autres n'y ayant pas droit, dont les personnes gagnant moins de 5 000 \$ par an ainsi que les bénéficiaires de l'aide sociale, le tout à l'appui du revenu de subsistance garanti.

Institut C.D. Howe, [Crisis Working Group Report: Household Income and Credit Support](#) [Rapport du groupe de travail sur la crise : revenu des ménages et soutien au crédit] (8 juin 2020).

- Les auteurs proposent deux options pour offrir un soutien continu au revenu aux prestations de la PCU qui, après avoir terminé leur période maximale d'admissibilité, se retrouvent sans emploi et inadmissibles à l'assurance-emploi (AE) : i) prolonger la PCU, mais en y prévoyant de nouvelles modalités d'élimination graduelle fondées sur les leçons tirées récemment du programme de Travail pendant une période de prestations de l'AE; ii) élargir le programme d'AE en réformant son critère d'admissibilité pour que le programme joue le rôle de la PCU.

---

<sup>2</sup> La PCU a été créée en mars 2020 à titre de mesure d'appui au revenu temporaire dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Elle offre aux personnes ayant perdu leur emploi ou leur revenu en raison de la COVID-19 un montant imposable de 500 \$ par semaine, que les personnes soient couvertes ou non par l'assurance-emploi, et sans les obliger à chercher du travail. Parmi les principales lacunes de cette mesure, soulignons qu'elle ne couvrirait pas les personnes qui n'avaient pas d'emploi rémunéré au début de la pandémie et celles qui avaient un emploi, mais des revenus inférieurs à 5 000 \$ par an.

<sup>3</sup> Pareillement, la PCUE offre 312,50 \$ par semaine (500 \$ par semaine aux étudiants handicapés ou ayant des personnes à charge) aux étudiants de niveau postsecondaire ainsi qu'aux nouveaux diplômés ayant perdu leur emploi ou leur revenu ou qui n'ont pu trouver un emploi rémunéré en raison de la COVID-19.

David A. Green, J. Rhys Kesselman et Lindsay Tedds, [A Basic Income Is Not as Simple as You Might Think](#) [Le revenu de base : pas aussi simple qu'on pourrait le croire] (Options politiques, 26 mai 2020).

- L'article explique pourquoi la PCU n'est pas un revenu de subsistance garanti (RSG) et pourquoi il est difficile de mettre en œuvre un RSG dans le régime fiscal actuel.

David Macdonald, [1.4 Million Jobless Canadians Getting No Income Support in April](#) [1,4 million de Canadiens sans emploi ne recevront aucun soutien au revenu en avril] (Centre canadien de politiques alternatives, Behind the Numbers, 23 avril 2020).

- L'auteur estime qu'au cours de la troisième semaine d'avril 2020, 1,4 million de Canadiens sans emploi ne recevaient ni la PCU ni d'assurance-emploi (AE). Son article examine pourquoi tant de Canadiens ne sont pas admissibles à l'AE et à la PCU.

David Macdonald, [Gender Impact of Canada's Income Supports](#) [Impact des mesures canadiennes de soutien au revenu en fonction du sexe] (Centre canadien de politiques alternatives, Behind the Numbers, 27 avril 2020).

- L'article analyse les différences entre femmes et hommes en ce qui concerne les pertes d'emploi et de revenu causées par la COVID-19, ainsi qu'à l'égard de l'AE et des mesures d'urgence du gouvernement.

Feng Hou, Kristyn Frank et Christophe Schimmele, [Répercussions économiques de la COVID-19 chez les groupes de minorité visible](#) (Statistique Canada, 6 juillet 2020).

- Cette analyse présente des données indiquant que la pandémie de COVID-19 a en général entraîné des répercussions disproportionnées sur la capacité des minorités visibles du Canada à honorer leurs obligations financières ou à combler leurs besoins essentiels, comparativement aux Canadiens non racialisés.

Meredith MacLeod, [Stories of CERB: Canadians Share How They're Using the Emergency Benefit](#) [Expériences de la PCU : des Canadiens racontent ce qu'ils font avec leur prestation d'urgence] (CTV News, 8 mai 2020).

- L'article relate comment les prestataires se servent de la PCU pour payer leur loyer et leur épicerie, réduire leur stress et passer plus de temps avec leurs enfants.

Bureau du directeur parlementaire du budget, [Prestation canadienne d'urgence \(PCU\)](#), Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative (30 avril 2020).

- Cette évaluation estime le coût et le nombre de personnes qui devraient recevoir la PCU entre mars et octobre 2020. On trouvera une mise à jour tenant compte de la prolongation de huit semaines du programme [ici](#).

Ministère des Finances, [Portrait économique et budgétaire 2020](#), gouvernement du Canada (8 juillet 2020).

- Ce portrait budgétaire du gouvernement fédéral fournit des données sur le coût prévu de la PCU et de la PCUE ainsi qu'une analyse comparative entre les sexes+ des mesures. On y trouve des données sur les pertes d'emploi et les demandes de soutien au revenu, ventilées par sexe, race et le statut d'employé par rapport à celui de travailleur autonome.

Jordan Press, [CERB-Style Program Will Ease Burden on Central Bank during Future Economic Shocks: Governor](#) [Un programme semblable à la PCU allégerait le fardeau de la Banque centrale en cas d'éventuels chocs économiques, dit le gouverneur] (*Global News*, 21 mai 2020).

- L'article fait état des arguments du gouverneur de la Banque du Canada, Stephen Poloz, en faveur de mesures au soutien du revenu à long terme, plus solides et plus automatiques en cas de chocs économiques futurs.

John Stapleton, [Canada's CERB: How an Emergency Benefit Designed for Exposed People Became a Giant Windfall for Governments](#) [PCU : comment une prestation d'urgence conçue pour des personnes exposées s'est transformée en recettes fortuites généreuses pour les gouvernements] (Open Policy Ontario, 16 mai 2020).

- L'article discute du problème lié au fait que les provinces et les territoires récupèrent la PCU versée aux bénéficiaires par l'entremise de leur système d'aide sociale.

## Gouvernance autochtone

### Revenu de base et peuples autochtones

Ken Battle et Sherri Torjman, [Poverty and Prosperity in Nunavut](#) [Pauvreté et prospérité au Nunavut] (Caledon Institute of Social Policy, novembre 2013).

- Dans le contexte de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté du Nunavut de la Table ronde du Nunavut sur la réduction de la pauvreté, le Caledon Institute of Social Policy a été appelé à examiner une politique sociale « conçue au Nunavut » et a proposé, entre autres mesures, de remplacer l'aide sociale par un RSG (« revenu de base »). Le rapport recommande de revenir à l'objectif initial de l'aide sociale au Nunavut, c'est-à-dire un programme d'aide temporaire de dernier recours. Selon le rapport, le revenu de base n'obligerait pas les demandeurs à épuiser la plus grande partie de leurs avoirs, et à devenir pauvres pour ainsi dire, pour être admissibles à l'aide au revenu. Cela avantagerait bien des gens au Nunavut et permettrait de maintenir les services sociaux actuels.

Gayle Broad et Jessica Nadjiwon-Smith, [Le revenu de base garanti chez les Premières Nations : Pour une mise en œuvre prudente](#) (Institut des politiques du Nord, Série Revenu de base garanti, rapport n° 19, mai 2017).

- Ce rapport recommande des essais et des évaluations de sites pilotes pour s'assurer que les communautés des Premières Nations bénéficient de l'établissement d'un programme provincial de RSG. Les trois grandes considérations pour les Premières Nations envisageant la possibilité d'instaurer un revenu de base garanti étaient les suivantes : le taux de pauvreté considérablement plus élevé parmi les communautés des Premières Nations, les différences dans l'administration de l'aide sociale ainsi que le sous-financement historique et l'affaiblissement par les gouvernements canadiens des programmes destinés aux communautés autochtones.

Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, [Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées](#) (2019).

- L'appel à la justice 4.5 demande à tous les gouvernements « d'établir un programme de revenu annuel garanti pour tous les Canadiens, y compris les Autochtones, afin qu'ils puissent répondre à tous leurs besoins sociaux et économiques. Ce revenu doit tenir compte des divers besoins, réalités et emplacements géographiques » (vol. 1, p. 205), et faire partie intégrante de transformations sociales et juridiques pour résoudre les « violations persistantes et délibérées des droits de la personne et des droits des Autochtones, et les abus qui en découlent, [qui] sont à l'origine des taux effarants de violence envers les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones ».

## Dans les médias

Kayli Avveduti, « [It's Time for Big Ideas – Time for a First Nations Universal Basic Income Program](#) » [Le moment est venu de concrétiser de grandes idées, temps de créer un programme de revenu de base universel pour les Premières Nations] (*Policy Magazine*, 15 juin 2020).

- Un revenu de base universel pourrait être un briseur de cycles nécessaire. Il pourrait offrir aux Premières Nations les mêmes possibilités que celles dont bénéficient les Canadiens nés de l'autre côté du système. La crise [de la COVID-19] pourrait aider le Canada à délaissier des systèmes qui perpétuent la pauvreté et marginalisent les Premières Nations.

Jim Day, « [First Nation Chief on P.E.I. Backs Basic Guaranteed Income for Mi'kmaq People](#) » [La chef d'une Première Nation de l'Î.-P.-É. en faveur d'un revenu de base garanti pour le peuple Mi'kmaq] (*Chronicle Herald*, 19 février 2020).

- L'article revient sur le témoignage qu'a livré Darlene Bernard, chef de la Première Nation de Lennox Island, devant le Comité spécial sur la pauvreté dans l'Île-du-Prince-Édouard pour appuyer l'idée d'un revenu de base garanti. Lors de son témoignage, la chef a mentionné à quel point il est important que les gouvernements autochtones participent non seulement à l'élaboration et à la négociation du modèle proposé, mais également à la mise en œuvre d'un RSG. Elle croit fermement qu'en ayant plus d'argent à leur disposition, les gens feront des choix éclairés, et nous met en garde contre la mise en œuvre d'un programme pilote sans réel engagement de le maintenir s'il produit de bons résultats, car il sera voué à disparaître.

Max Fineday, « [Dreaming Healthy Nations: Basic Income as an Indigenous Value](#) » [Rêver de nations en santé : un revenu de base comme valeur autochtone] (*Upstream*, 19 août 2015).

- L'article décrit les valeurs et les enseignements traditionnels des Cris en ce qui concerne les mesures prises par la communauté pour remédier à la rareté des ressources et comment les gardiens du savoir les transmettent. La communauté crie étant confrontée à des inégalités croissantes de revenu, l'auteur de l'article établit un lien entre le RSG et l'impératif de la réconciliation, en présentant la justice économique pour les Premières Nations comme la première étape vers la réconciliation et en prônant un RSG pour tous les Canadiens, à commencer par les Premières Nations.

Emma Paling, « [Why MMIWG Inquiry Report Calls for a National Basic Income](#) » [Pourquoi le rapport de l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées recommande un programme national de revenu de base] (HuffPost, 11 juin 2019).

- L'article examine l'appel à la justice 4.5 du Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, qui prône l'instauration d'un RSG à l'échelle nationale, le lien entre la pauvreté et les inégalités économiques, les politiques coloniales laissant les Autochtones dans la misère ainsi que la violence envers les femmes.

Emma Tranter, « [Nunavut MLA Presses Government on the Idea of Guaranteed Basic Income](#) » [Un député du Nunavut prie le gouvernement d'instaurer un revenu de base garanti] (*Nunatsiaq News*, 26 février 2020).

- Cet article fait état des efforts que déploie le député provincial John Main en faveur d'un revenu de subsistance garanti, comme le recommandait le rapport de 2013 *Poverty and Prosperity in Nunavut*.

## Pauvreté et peuples autochtones

Ken Battle et Sherri Torjman, [Poverty and Prosperity in Nunavut](#) [Pauvreté et prospérité au Nunavut] (Caledon Institute of Social Policy, novembre 2013).

- Dans le contexte de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté du Nunavut de la Table ronde du Nunavut sur la réduction de la pauvreté, le Caledon Institute of Social Policy a été appelé à examiner une politique sociale « conçue au Nunavut » et a exploré divers facteurs contribuant à la pauvreté au Nunavut, notamment la formation professionnelle, l'éducation, la littératie et le logement abordable.

Gérard Duhaime et Roberson Édouard, « [Monetary Poverty in Inuit Nunangat](#) » [La pauvreté monétaire dans l'Inuit Nunangat], *Arctic Journal*, vol. 68, n° 2, p. 223 (2015).

- Cet article jette un regard sur la pauvreté au Nunavut, d'un point de vue quantitatif. Il s'intéresse aux conséquences de la modernisation et de la pauvreté dans l'Inuit Nunangat et montre comment les revenus d'emploi sont redistribués inégalement parmi les travailleurs en fonction de critères hiérarchiques et d'échelles salariales. Selon l'article, qui utilise une méthode adaptée aux principales caractéristiques des Inuits, le taux de pauvreté est considérablement plus élevé dans l'Inuit Nunangat que le taux moyen au Canada.

Inuit Tapiriit Kanatami, « [Inégalité sociale et économique dans l'Inuit Nunangat](#) » (2018).

- Cette infographie présente des données sur les disparités socioéconomiques qui existent pour les Inuits de l'Inuit Nunangat par comparaison au reste des Canadiens et des non-Autochtones vivant dans l'Inuit Nunangat.

Jalene Tayler Anderson et Damian Collins, « [Prevalence and Causes of Urban Homelessness among Indigenous Peoples: A Three-Country Scoping Review](#) » [Prévalence et causes de l'itinérance en milieu urbain parmi les Autochtones : étude exploratoire de trois pays], *Housing Studies*, vol. 29, n° 7, p. 959 (2014).

- Cet article décrit les différences entre les cultures des colons et celles des Autochtones ainsi que les divers facteurs contribuant à l'itinérance des Autochtones en milieu urbain, notamment les politiques d'assimilation et les relations avec les gouvernements colonisateurs qui ont laissé des séquelles. Cette étude propose un nouveau cadre pour une enquête internationale sur les diverses causes et expériences de l'itinérance en milieu urbain. Elle témoigne aussi des réalités vécues par les peuples autochtones qui doivent être prises en considération lors de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un RSG.

Daniel Wilson et David Macdonald, [\*The Income Gap Between Aboriginal Peoples and the Rest of Canada\*](#) [L'écart de revenu entre les Autochtones et le reste des Canadiens] (Centre canadien de politiques alternatives, avril 2010).

- Le rapport aborde divers facteurs jouant un rôle dans le taux de chômage et de pauvreté des Autochtones, notamment l'emplacement géographique, le niveau de scolarité et l'inégalité des sexes. Globalement, ces facteurs résultent des diverses politiques coloniales établies par le gouvernement canadien. Le rapport souligne l'importance de reconnaître et de respecter les droits à l'autodétermination et à l'autonomie gouvernementale des Autochtones.

Pamela Palmater, « [\*First Nations Face Specific Risk Factors that Make Them More Vulnerable to COVID-19: We Need a Comprehensive Pandemic Prevention and Response Plan\*](#) » [Les Premières Nations sont exposées à des facteurs de risque spécifiques qui les rendent vulnérables à la COVID-19 : Un plan global de prévention et d'intervention pour lutter contre la pandémie est impératif] (Options politiques, 20 mars 2020).

- Cet article, qui traite des mesures prises en réaction à la COVID-19, aborde brièvement la nécessité de rendre accessible du financement aux communautés des Premières Nations de partout au Canada. Selon l'auteure, les deux ordres de gouvernement doivent offrir à chacune des Premières Nations un financement immédiat, adéquat et flexible pour qu'elle puisse se préparer et intervenir dans le contexte de la pandémie en fonction de ses besoins locaux.

Association des femmes autochtones du Canada, [\*Poverty Reduction Strategy: The Native Women's Association of Canada Engagement Results\*](#) [Stratégie de réduction de la pauvreté : les résultats de la mobilisation de l'Association des femmes autochtones du Canada] (dernière mise à jour : 24 juillet 2019).

- L'Association des femmes autochtones du Canada a recueilli de l'information auprès de femmes autochtones sur les divers obstacles socioéconomiques auxquels elles sont confrontées, tels que la pauvreté et le manque d'accès à certaines ressources, dont l'éducation et le logement. Le rapport examine les résultats du sondage et formule des recommandations sur les stratégies de réduction de la pauvreté.

## Autodétermination des Autochtones<sup>4</sup>

Cathal Doyle, « Indigenous Peoples and the Millennium Development Goals – 'Sacrificial Lambs' or Equal Beneficiaries? » [Les Autochtones et les objectifs de développement du millénaire – Agneaux sacrificiels ou bénéficiaires égaux?] (2009), vol. 13, n° 1, *International Journal of Human Rights*, p. 44.

- L'auteure de cet article, qui analyse le droit inhérent des peuples autochtones à l'autodétermination, s'intéresse surtout aux façons efficaces de diminuer le taux de pauvreté et de favoriser l'essor global des communautés autochtones.

---

<sup>4</sup> Tout examen d'un programme de RSG doit tenir compte des Autochtones, refléter leur expérience et leurs intérêts et reconnaître et respecter leurs droits inhérents à l'autodétermination. Les sources qui suivent examinent les liens entre la lutte contre la marginalisation économique et le respect du droit à l'autodétermination.



Organisation internationale du travail, [Objectifs de développement durable : Les peuples autochtones](#) (26 juillet 2016).

- Cet article porte sur le rôle essentiel des peuples autochtones dans le cadre des objectifs de développement durable de l'ONU, qui visent à réduire les inégalités et le manque d'accès aux ressources d'aide auxquels sont confrontés les Autochtones. L'une des approches pour atteindre l'un de ces objectifs consiste à leur assurer un travail décent et une croissance économique.

Inuit Tapiriit Kanatami, [2020-2023 Strategy and Action Plan](#) [Stratégie et plan d'action pour 2020-2023] (12 mai 2020).

- Ce rapport énonce les sept objectifs clés d'Inuit Tapiriit Kanatami dans la promotion d'une vision où les « Inuits canadiens sont prospères grâce à l'unité et à l'autodétermination ». Le premier objectif est de réduire la pauvreté parmi les Inuits.

Inuit Tapiriit Kanatami, [Inuit Perspectives on a Canadian Poverty Reduction Strategy](#) [Perspectives inuites sur une stratégie canadienne de réduction de la pauvreté] (janvier 2018).

- Ce rapport traite de la pauvreté au Canada du point de vue des Inuits.

Jeff Corntassel, « Re-envisioning Resurgence: Indigenous Pathways to Decolonization and Sustainable Self-Determination » [Repenser la résurgence : Voies autochtones vers la décolonisation et l'autodétermination durable] dans Eric Ritskes, dir., *Decolonization: Indigeneity, Education & Society* [Décolonisation : identité autochtone, éducation et société], 1<sup>re</sup> édition (Toronto : University of Toronto, 2012) p. 86.

- Porte sur le besoin vital de reconnaître et de respecter les droits inhérents des peuples autochtones à l'autodétermination.

Association des femmes autochtones du Canada, [Fact Sheet – Poverty Reduction](#) [Fiche de renseignement – Réduction de la pauvreté] (1<sup>er</sup> janvier 2018).

- Cette fiche de renseignement établit un lien entre l'autodétermination, les obstacles socioéconomiques et la pauvreté parmi les peuples autochtones, en particulier les femmes et les filles autochtones.

Omolara O. Odulaja et Regine Halseth, *Les objectifs de développement durable des Nations Unies et les peuples autochtones au Canada* (Centre de collaboration nationale de la santé autochtone, 2018).

- Ce rapport analyse les effets des objectifs de développement durable de l'ONU sur les peuples autochtones au Canada. Il montre l'interrelation des objectifs selon quatre grands thèmes : marginalisation socioéconomique, promotion de la santé et du bien-être, égalité et inclusion sociale, et environnement.

Stephen Cornell, « [Indigenous Peoples, Poverty and Self-Determination in Australia, New Zealand, Canada and the United States](#) » [Autochtones, pauvreté et autodétermination en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Canada et aux États-Unis] (*Joint Occasional Papers on Native Affairs*, 2006).

- Comparant les situations des Autochtones au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande, cet article décrit les appels à l'autodétermination des Autochtones et les programmes étatiques pour éliminer le désavantage socioéconomique. Il traite des différences et des similitudes en ce qui concerne la pauvreté des Autochtones, l'autodétermination et les interventions des États.

Pamela Palmater, « [Stretched Beyond Human Limits: Death By Poverty in First Nations](#) » [Poussés au-delà des limites humaines : la mort causée par la pauvreté chez les Premières Nations] (*Revue canadienne de politique sociale*, 2011).

- Cet article traite de la nécessité d'adopter des approches en matière de politique qui contribuent à promouvoir l'autonomie gouvernementale et l'autodétermination. Les approches passées et actuelles n'ont pas aidé les Autochtones et ont servi à les assimiler. Au moment d'élaborer des politiques, il faut penser à s'attaquer aux obstacles socioéconomiques qui perdurent.

Canada, [Réconciliation économique autochtone : Recommandations sur la réconciliation et la croissance économique inclusive pour les peuples autochtones et le Canada](#) (Conseil national de développement économique des Autochtones, 2019).

- Ce rapport fait des recommandations pour promouvoir le développement économique des peuples autochtones, dans le cadre d'une série en trois parties sur la réconciliation économique. L'une des principales conclusions a été la suivante : « L'inclusion des peuples autochtones dans l'économie canadienne est un investissement nécessaire pour l'avenir du Canada, et non une dépense. »

## Autochtones et obstacles aux programmes canadiens d'aide au revenu

Samantha Eisleb-Taylor, [First Nations Income Assistance in Perspective: Assimilation, Active Measures and the Way Forward](#) [Mise en perspective d'une aide au revenu pour les Premières Nations : assimilation, mesures actives et solutions d'avenir], mémoire de maîtrise (20 novembre 2013).

- Ce mémoire examine la possibilité de créer un programme d'aide au revenu qui reconnaisse et tienne compte des réalités de la colonisation au moyen d'une approche globale et adaptée à la culture, et aborde des aspects pouvant aussi être pertinents pour la création d'un RSG.

Laurie Monsebraaten, « [Indigenous Children on Reserves Miss Out on Child Benefit](#) » [Les enfants autochtones vivant dans des réserves privés de l'allocation pour enfants] (*Toronto Star*, 20 juillet 2016).

- Cet article traite de l'importance de réduire les écarts dans la couverture de l'Allocation canadienne pour enfants pour les enfants vivant dans des réserves et dont les parents ne peuvent réclamer la prestation, car ils ne produisent pas de déclaration d'impôt.

Jungwee Park, « [Income Assistance Receipt Among Off-Reserve Indigenous Peoples in Canada](#) » [Versement d'une aide au revenu aux Autochtones hors réserve au Canada], *Aboriginal Policy Studies*, vol. 8, n° 1 (2019).

- Cet article, qui porte sur les caractéristiques sociodémographiques, du marché du travail et de la santé des Autochtones hors réserve qui bénéficient d'une aide au revenu, établit une corrélation entre le fait de recevoir une aide au revenu, d'occuper un emploi de courte durée, à temps partiel et temporaire, de travailler dans le secteur du détail et une moins bonne santé physique et psychologique.

Phoenix Strategic Perspectives inc., « [Expériences des collectivités autochtones relativement à la production des déclarations de revenus](#) » (Agence du revenu du Canada, juin 2017).

- Ce rapport présente le point de vue des Autochtones concernant les obstacles auxquels ils se heurtent au moment de produire leur déclaration de revenus. Cette étude qualitative a été menée afin d'entreprendre la mise en œuvre d'un plan d'action pour éliminer les difficultés d'accès aux prestations.

## Description des politiques visant les programmes nationaux de RSG

Robin Boadway, Katherine Cuff et Kourtney Koebel, [Designing a Basic Income Guarantee for Canada](#) [Concevoir un programme de revenu de base pour le Canada] (Département d'économie de l'Université Queens, document de travail n° 1371, 2016).

- Le rapport présente un programme de RSG (« modèle d'impôt négatif sur le revenu ») de 20 000 \$ par adulte rajusté en fonction du nombre d'adultes au sein d'une famille, avec un taux de récupération de 30 %. Assorti d'un coût de 162,84 milliards de dollars, le modèle serait financé au moyen de l'élimination de la plupart des crédits d'impôt remboursables et non remboursables, l'aide au revenu provinciale ainsi que la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti. Le coût net passerait ainsi à 590 millions de dollars, et 106,7 milliards de dollars proviendraient des recettes fédérales. Le rapport décrit les effets distributifs entre les types de ménages et les déciles de revenu.

Robin Boadway, Katherine Cuff et Kourtney Koebel, [Implementing a Basic Income Guarantee in Canada: Prospects and Problems](#) [Instaurer un revenu de base garanti au Canada : perspectives et problèmes] (2018).

- S'appuyant sur le modèle étudié dans le rapport de Boadway, Cuff et Koebel (2016), cité plus haut, le rapport propose un RSG (« revenu de base garanti »). Il analyse la situation actuelle concernant l'aide sociale, les interventions dans le marché du travail, la faisabilité politique et d'autres aspects. Il examine la nécessité d'établir une collaboration entre les provinces, les territoires et le fédéral ainsi que les rôles des différents ordres de gouvernement dans le modèle de RSG proposé. Enfin, il suggère un programme qui ne remplacerait que les programmes de transferts de fonds devant être redistribués, et non les programmes d'assurance sociale ou les transferts en nature.

Kourtney Koebel et Dionne Pohler, « [Expanding the Canada Worker Benefit to Design a Guaranteed Basic Income](#) » [Élargir l'accès à l'Allocation canadienne pour les travailleurs pour créer un revenu de base garanti] (septembre 2019).

- Le rapport propose un modèle de RSG hybride qui intègre un « revenu de base garanti » à une subvention de revenu d'emploi pour les Canadiens en âge de travailler en élargissant l'Allocation canadienne pour les travailleurs.

Charles Lammam et Hugh MacIntyre, [\*The Practical Challenges of Creating a Guaranteed Annual Income in Canada\*](#) [Les défis concrets d'établir un revenu annuel garanti au Canada] (Institut Fraser, janvier 2015).

- Selon les auteurs du rapport, depuis des décennies, l'idée d'un transfert de fonds du gouvernement à des personnes seules ou à des familles pour leur garantir un revenu annuel minimal est évoquée dans les débats publics au Canada, puis retombe dans l'oubli. L'idée d'un « revenu annuel garanti », comme on l'appelle habituellement au Canada, suscitant de nouveau l'attention, l'article l'examine en profondeur. Conclusion : bien qu'attrayante en théorie étant donné son potentiel pour améliorer l'efficacité et réduire les dépenses administratives des programmes d'aide au revenu, cette idée comporte d'importants défis sur le plan pratique qui soulèvent des doutes quant à la validité d'une réforme du revenu annuel garanti au Canada.

David Macdonald, [\*A Policy Maker's Guide to Basic Income\*](#) [Guide à l'intention des décideurs sur le revenu de base] (Centre canadien de politiques alternatives, octobre 2016).

- Ce guide présente les coûts de trois modèles, en analysant deux approches, l'une fondée sur un revenu de base universel (subvention démographique universelle) et l'autre sur un RSG (impôt négatif sur le revenu). Chaque scénario est examiné selon sa capacité à réduire la pauvreté chez les enfants, les adultes et les aînés.

Bureau du directeur parlementaire du budget, [\*Établissement du coût d'un revenu de base garanti national à l'aide du modèle de revenu de base de l'Ontario\*](#) (17 avril 2018).

- « Le présent rapport applique à l'échelle du pays les paramètres stratégiques du Projet pilote portant sur le revenu de base afin d'estimer le coût d'un revenu de base garanti). » On y trouve une description du Projet pilote portant sur le revenu de base en Ontario.

Bureau du directeur parlementaire du budget, [\*Estimation des coûts liés à un revenu de base garanti pendant la pandémie de COVID-19\*](#) (7 juillet 2020).

- Le directeur parlementaire du budget a établi les coûts de l'évolution de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) vers un programme national de RSG, en s'appuyant sur le modèle du projet pilote sur le revenu de base en Ontario, « un programme de revenu de base garanti [...] afin que tous les Canadiens âgés de 18 à 64 ans disposent d'un revenu d'au moins 75 % de la mesure de faible revenu (MFR : 24 439 \$ pour les célibataires et 34 562 \$ pour les couples) durant les six derniers mois de l'exercice 2020-2021. » En tenant compte d'un taux de récupération de 0,50 \$ pour chaque dollar de revenu tiré d'un emploi, un programme de six mois coûterait 45,8 milliards de dollars et pourrait permettre des économies de 15 à 46 milliards de dollars en fonction des autres mesures d'aide et crédits d'impôt mis en œuvre. Les coûts d'un revenu de base garanti ont été comparés à ceux de la PCU.

Chandra Pasma et Sheila Regehr, « [\*Revenu de base : quelques options stratégiques pour le Canada\*](#) » (Réseau canadien pour le revenu garanti, janvier 2020).

- « La nécessité d'un revenu de base se faisant de plus en plus sentir, on demande souvent au Réseau canadien pour le revenu garanti (RCRG) quelle serait la meilleure façon pour le Canada d'élaborer un tel programme et de le financer. Pour y répondre de façon détaillée, le RCRG a demandé à une équipe de modéliser des options qui avaient comme caractéristiques d'être équitables, efficaces et réalisables au Canada. Les trois options présentées dans ce rapport sont équitables, efficaces et réalisables. Elles démontrent que le Canada peut effectivement se doter d'un revenu de base structuré et financé de manière progressiste. »

Richard Pereira, « [Universal Basic Income and the Cost Objection: What Are We Waiting For?](#) » [Revenu de base universel et l'argument du coût : qu'attendons-nous?], *World Economic Review*, vol. 5 (2015), p. 1.

- Cette étude montre qu'un revenu de base universel ou un revenu garanti suffisant pour subvenir aux besoins de base (au seuil de la pauvreté ou supérieur) est viable. Elle offre une réponse à l'argument souvent soulevé par de nombreux auteurs qui prétendent le contraire en s'appuyant sur des renseignements erronés ou trompeurs. L'auteur de cette étude en fait la démonstration en analysant des publications influentes dans le contexte canadien et en examinant le fondement de cet argument d'un point de vue global, quel que soit le lieu géographique. Aucune réduction aux programmes publics essentiels comme la santé, l'éducation, l'aide juridique, notamment, n'est visée dans cette étude. Seuls les programmes redondants (parfois des programmes complets, d'autres fois des redondances partielles) résultant de la mise en œuvre d'un revenu de base universel sont mentionnés ainsi que d'autres pertes de recettes qui pourraient être mieux dirigées vers un revenu de base universel. Dans le cadre de cette étude, il est question d'un revenu de base universel où tous reçoivent un transfert monétaire. On y présente toutefois aussi des modèles d'impôt négatif sur le revenu, en faisant valoir qu'il y a peu de différences entre les effets économiques de l'un et de l'autre.

Harvey Stevens et Wayne Simpson, « [Toward a National Universal Guaranteed Basic Income](#) » [Vers un revenu de base garanti universel] (*Analyse de politiques*, juin 2017).

- Malgré son titre, cette étude ne propose pas que tout citoyen reçoive un transfert en argent équivalent, quel que soit le niveau de revenu (un modèle qu'on appelle habituellement « revenu de base universel »). Elle propose plutôt un modèle d'impôt négatif sur le revenu pouvant avoir un coût net de 2,77 milliards de dollars grâce à l'élimination de certains crédits d'impôt non remboursables et le crédit pour la TPS fédérale. Le montant garanti différerait entre les provinces et les territoires en raison des prestations complémentaires de chaque province et territoire. Le modèle prévoit un taux de récupération fiscale fédéral de 15 % en plus d'un taux de récupération fiscale provincial et territorial correspondant aux tranches de revenu inférieures de chaque province et territoire.

## Sondages d'opinion sur un RSG au Canada<sup>5</sup>

Institut Angus Reid, « [As COVID-19 Rewrites Playbook on Social Safety Net, Majorities Support Idea of Basic Income of Up to 30K](#) » [Alors que la COVID-19 redéfinit le modèle du filet de sécurité sociale, la majorité des Canadiens appuient l'idée d'un revenu de base allant jusqu'à 30 000 \$] (18 juin 2020).

---

<sup>5</sup> Il est à noter que certaines sources dans cette partie concernent un « revenu de base universel » (montant versé à tous les Canadiens, à supposer qu'il sera récupéré auprès des contribuables aux revenus supérieurs par l'intermédiaire du régime fiscal) plutôt qu'un RSG accessible à tous les contribuables dont le revenu se situe sous un certain seuil. Bien que les deux concepts présentent certaines similarités, les coûts, en particulier les coûts initiaux, les retombées et les services correspondants diffèrent considérablement. Les défenseurs d'un revenu minimal au Canada sont nombreux à privilégier un RSG – qu'on appelle également « revenu de base » – à un revenu de base universel.

- Selon ce sondage, trois Canadiens sur cinq étaient pour l'instauration d'un RSG annuel de 10 000 à 30 000 \$; 36 % des Canadiens étaient disposés à payer plus de taxes et d'impôts pour payer un RSG, alors que 60 % ont indiqué être favorables à ce que les Canadiens fortunés financent un programme de RSG.

Doug Anderson, Allan Gregg et Stephanie Constable, « [Managing the Re-Opening of the Economy: Expect a More Divided Electorate](#) » [Gestion de la relance économique : s'attendre à un électorat plus divisé] (28 mai 2020).

- Dans ce sondage, les Canadiens ont mentionné le RSG (« revenu annuel garanti ») comme étant la quatrième mesure de politique publique à mettre en place pour affronter la prochaine phase de la pandémie de COVID-19, et 36 % des répondants ont indiqué qu'il s'agit d'une priorité.

Gallup, « [Universal Basic Income Favored in Canada, U.K. but Not in U.S](#) » [Le revenu de base universel favorisé au Canada et au R.-U., mais pas aux É.-U.] (2019).

- En 2019, Gallup et l'Université Northeastern ont mené un sondage dans lequel ils ont demandé aux participants s'ils appuyaient un « revenu de base universel » pour les gens ayant perdu leur emploi en raison de l'intelligence artificielle. Parmi les répondants, 75 % des Canadiens y étaient favorables.

Ipsos Reid, « [What Do Canadians Think About Universal Basic Income?](#) » [Que pensent les Canadiens d'un revenu de base universel] (2017).

- Selon ce sondage réalisé en 2017, 44 % des Canadiens appuyaient un « revenu de base universel », alors que 31 % s'y opposaient. Les résultats ont été ventilés selon l'âge, le sexe, le revenu et la région et comparés à ceux d'autres pays.

Campaign Research, « [Majority Approves of Ontario's Basic Income Plan, Many Find \\$17,000 per Year Too Little an Amount](#) » [La majorité appuie le projet sur le revenu de base en Ontario, mais plusieurs estiment que 17 000 \$ par année est insuffisant] (2017).

- Durant la quatrième vague du sondage de Campaign Research, un sondage d'opinion omnibus mené auprès de 1 969 adultes canadiens, plus de la moitié des répondants (53 %) sont pour le projet pilote sur le revenu de base en Ontario, alors qu'un peu moins d'un cinquième (18 %) sont contre.

Institut Angus Reid, « [Basic Income? Basically Unaffordable, Say Most Canadians](#) » [Un revenu de base? Simplement inabordable, selon la plupart des Canadiens] (2016).

- Alors que les gouvernements de partout au pays et du monde entier examinent l'idée d'un revenu de base pour tous leurs citoyens, un nouveau sondage de l'Institut Angus Reid révèle que les Canadiens sont largement favorables et réceptifs aux deux arguments les plus souvent invoqués en faveur des programmes de revenu de base : ces programmes simplifieraient les régimes d'aide sociale, d'une part, et protégeraient davantage les travailleurs dont les emplois sont menacés par les avancées de la robotique et de l'intelligence artificielle.

# Effet du RSG sur la santé et autres formes de bien-être

## Santé

J.C. Herbert Emery, Valerie C. Fleisch et Lynn McIntyre, « [How a Guaranteed Annual Income Could Put Food Banks Out of Business](#) » [Comment un revenu annuel garanti pourrait compromettre l'existence des banques alimentaires], *The School of Public Policy*, vol. 6, n° 37 (décembre 2013).

- Reconnaissant que l'aide au revenu pour les aînés diminue considérablement le taux de pauvreté de ce segment de la population, les auteurs de cet article se penchent sur les effets possibles de la pauvreté dans d'autres groupes de la population canadienne sur la prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages et l'état de santé physique et mentale autodéclaré. Les auteurs reconnaissent que des économies possibles peuvent être réalisées puisque les Canadiens plus pauvres, s'ils reçoivent un revenu garanti, améliorent leur état de santé et allègent par conséquent le fardeau qui pèse sur le système de soins de santé (paragr. 3).

Evelyn Forget, « [The Town with No Poverty: The Health Effects of a Canadian Guaranteed Annual Income Field Experiment](#) » [La ville sans pauvreté : effets sur la santé d'une expérience sur le terrain d'un programme canadien de revenu annuel garanti], *Analyse de politiques*, vol. 37, n° 3 (1<sup>er</sup> octobre 2011).

- L'objet de cet article est double. Premièrement, il documente le contexte historique du MINCOME, une expérience canadienne en matière de revenu annuel minimum garanti réalisée de 1974 à 1979. Deuxièmement, grâce à des données provenant de dossiers de santé administratifs et à l'utilisation d'un modèle quasi expérimental, il indique que le taux d'hospitalisations chez les participants à cette expérience était de 8,5 % inférieur à celui d'un groupe témoin, et que cette différence était marquée surtout dans les cas d'accidents et blessures et de maladies mentales (p. 283).

Marcia Gibson, Wendy Hearty et Peter Craig, « [The Public Health Effects of Interventions Similar to Basic Income: A Scoping Review](#) » [Les effets sur la santé publique des interventions similaires à un revenu de base : une étude exploratoire], *The Lancet*, vol. 5, n° 3, p. E165 (1<sup>er</sup> mars 2020).

- Les auteurs ont donc voulu présenter un aperçu des données actuelles sur les interventions similaires à un revenu de base et leurs effets, et examiné ce qu'ils peuvent nous apprendre sur les effets possibles d'un revenu de base universel et permanent sur les résultats socioéconomiques et en santé dans un pays à revenu élevé. [...] Les données concernant les effets sur la santé ont été mitigées : des effets positifs ont été observés sur certains résultats, comme le poids à la naissance et la santé mentale, mais aucun effet n'a été constaté sur d'autres résultats. Les effets sur l'emploi étaient incohérents, mais en grande partie plus élevés chez les femmes ayant de jeunes enfants que chez les hommes (p. E165).

## Sécurité alimentaire

J.C. Herbert Emery, Valerie C. Fleisch et Lynn McIntyre, « [How a Guaranteed Annual Income Could Put Food Banks Out of Business](#) » [Comment un revenu annuel garanti pourrait compromettre l'existence des banques alimentaires], *The School of Public Policy*, vol. 6, n° 37 (décembre 2013).

- Reconnaissant que l'aide au revenu pour les aînés diminue considérablement le taux de pauvreté de ce segment de la population, les auteurs de cet article se penchent sur les effets possibles de la pauvreté dans d'autres groupes de la population canadienne sur la prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages et l'état de santé physique et mentale autodéclaré. Les auteurs reconnaissent que des économies possibles peuvent être réalisées puisque les Canadiens plus pauvres, s'ils reçoivent un revenu garanti, améliorent leur état de santé et allègent par conséquent le fardeau qui pèse sur le système de soins de santé (paragr. 3).

Valerie Tarasuk, [Le revenu de base garanti et ses implications pour l'insécurité alimentaire des ménages](#), Institut des politiques du Nord, rapport n° 24 (juin 2017).

- L'article, qui porte sur le RSG (« revenu de base garanti »), conclut qu'il s'agirait d'une politique publique efficace pour réduire l'insécurité alimentaire en Ontario. L'étude examine aussi les coûts des soins de santé attribuables à l'insécurité alimentaire.

## Coûts liés à la pauvreté

Canada sans pauvreté, « [The Cost of Poverty](#) » [Le coût de la pauvreté] (2020).

- Cette page Web illustre le coût de la pauvreté sur les systèmes économiques, de soins de santé et de justice pénale entre les provinces et les territoires du Canada.

Citizens for Public Justice, [Poverty Trends 2018](#). [Tendances en matière de pauvreté en 2018].

- Cette infographie présente des données sur les tendances en matière de pauvreté dans l'ensemble du Canada. Le document indique qui sont les personnes les plus touchées par la pauvreté et où les taux de pauvreté sont les plus répandus dans le pays.

Celia R. Lee et Alexa Briggs, [The Cost of Poverty in Ontario: 10 Years Later](#) [Le coût de la pauvreté en Ontario : 10 ans plus tard] (Feed Ontario, octobre 2019).

- Ce rapport examine le coût de la pauvreté en Ontario au moyen d'une analyse des coûts sur les soins de santé et le système de justice pénale et des coûts connexes attribuables à la pauvreté. Selon le rapport, le coût de la pauvreté en Ontario en 2019 est estimé au bas mot entre 27,1 et 33 milliards de dollars par année.

Conseil national du bien-être social, [Le sens des sous pour résoudre la pauvreté](#), vol. 130 (août 2011).

- Ce rapport analyse les coûts sociaux directs et indirects de la pauvreté, et fait valoir qu'« une approche axée sur l'investissement est nécessaire non seulement pour atténuer les symptômes de la pauvreté, mais pour mettre fin à celle-ci ». Le rapport examine les conséquences de la pauvreté sur la santé, la justice, les droits de la personne et le développement humain, le travail et la productivité ainsi que le développement de l'enfant.



Leila Sarangi, « [2020: Setting the Stage for a Poverty Free Canada](#) » [2020 : Créer les conditions propices à un Canada sans pauvreté] (Campaign 2000, janvier 2020).

- Ce rapport mesure le taux de pauvreté chez les enfants et les familles dans l'ensemble du Canada et analyse les diverses stratégies de réduction de la pauvreté. Il recommande également l'établissement d'un RSG pour améliorer les programmes d'aide sociale actuels.

## Emploi

Réseau ontarien de revenu de base, [Rethinking Work and Income Security in the 21<sup>st</sup> Century: The Case for Basic Income and Work](#) [Repenser le travail et la sécurité d'emploi au XXI<sup>e</sup> siècle : plaidoyer pour un revenu de base et du travail] (juin 2020).

- Ce rapport a été rédigé dans le cadre d'un atelier réunissant les personnes ayant participé au projet pilote sur le revenu de base en Ontario qui défendent les intérêts des personnes handicapées, des personnes à faible revenu et des travailleurs précaires, des travailleurs sociaux, des experts des déterminants sociaux de la santé, des syndicalistes, des dirigeants religieux et des chercheurs sur les politiques. Il examine les changements dans le marché du travail et l'importance de reconnaître que l'emploi n'est pas la seule et unique source de stabilité financière. Il décrit également les avantages d'un revenu de base, du point de vue des participants au Projet pilote sur le revenu de base en Ontario.

UNIFOR, [La feuille de route d'Unifor pour une relance économique équitable, inclusive et résiliente](#) (juin 2020).

- "Unifor a formulé sept recommandations pour améliorer le système de sécurité du revenu.
- Les voici:
- un salaire minimum d'au moins 15 dollars de l'heure et équivalent à 60 % du salaire horaire médian des travailleuses et travailleurs à temps plein;
- des normes d'emploi et une législation du travail plus strictes pour assurer une stabilité aux travailleuses et travailleurs afin que tout le monde soit couvert; des modifications permanentes au programme d'assurance-emploi pour élargir l'admissibilité;
- élargir l'accès et les prestations; faciliter plus de temps de loisir et un meilleur équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle des travailleuses et travailleurs;
- déployer l'Allocation canadienne pour le logement dans tout le pays;
- promouvoir la sécurité de la retraite; et
- concevoir un système de sécurité du revenu, en utilisant la PCU comme nouveau seuil de revenu, qui garantisse qu'aucun individu ou famille ne vive avec un revenu inférieur à ce seuil.
- Il est temps de rebâtir en mieux et de créer un système de sécurité du revenu qui protège les travailleuses et travailleurs canadiens."

## Femmes

Diane Delaney et James P. Mulvale, [Advancing Economic Security for Women Through Basic Income: Soundings in Saskatchewan](#) [Promouvoir la sécurité économique des femmes au moyen d'un revenu de base : sondages en Saskatchewan] (Provincial Association of Transition Houses and Services of Saskatchewan, mars 2006).

- Cet article s'appuie sur des données concernant les femmes qui ont recours à des refuges en Saskatchewan et leur expérience de l'aide sociale pour examiner le bien-fondé et la faisabilité d'un RSG (« revenu de base ») comme solution de remplacement aux mesures actuelles de sécurité du revenu. Le document s'intéresse aussi au rôle du RSG sur le plan de la viabilité environnementale.

Josephine Grey, « [What Could the Basic Income Guarantee Do for Women's Rights?](#) » [Que pourrait faire une garantie de revenu de base pour les droits des femmes?], *Les Cahiers de la femme*, vol. 33, n° 1-2 (2018-2019).

- Cet article traite des implications d'un revenu de base garanti pour les femmes confrontées à des inégalités systémiques, notamment les aidantes. L'auteure se penche sur les pièges présents dans les services publics traditionnels qui sont, selon elles, inadéquats en raison de leur corporatisme.

Patricia M. Evans, « Lone Mothers, Workfare and Precarious Employment: Time for a Canadian Basic Income? » [Mères seules, allocation conditionnelle et emploi précaire : le moment est-il venu d'instaurer un revenu de base au Canada?], *International Social Security Review*, vol. 62, n° 1 (2009).

- S'appuyant sur des données qualitatives tirées d'une étude réalisée en Ontario, cet article examine les implications particulières des difficultés vécues par les mères seules, qui sont à la fois majoritairement des travailleuses atypiques et la cible des politiques de travail obligatoire. Dans le contexte du marché du travail en constante évolution, l'auteure analyse les forces et les limites des approches liées au revenu de base pour assurer la sécurité économique des mères seules (p. 45).

Tamarack Institute, « [https://www.youtube.com/watch?v=pL\\_lyVvcgnM&feature=youtu.be](https://www.youtube.com/watch?v=pL_lyVvcgnM&feature=youtu.be) » (22 juin 2020) : [https://www.youtube.com/watch?v=pL\\_lyVvcgnM&feature=youtu.be](https://www.youtube.com/watch?v=pL_lyVvcgnM&feature=youtu.be).

- Cette vidéo est l'enregistrement d'un webinaire du 18 juin 2020 sur le revenu de base et l'égalité entre les genres explorant de quelle façon le revenu de base pourrait être une importante stratégie dans le cadre des mesures favorisant l'égalité des genres, surtout en raison des pressions qu'ajoute la COVID-19 sur les femmes. La discussion, dirigée par Laura Cattari, s'est déroulée entre Tracy Smith-Carrier, Josephine Grey et Evelyn Forget. La présentation de diapositives accompagnant la discussion et résumant les études et les données sur la marginalisation économique des femmes ainsi que le rôle d'un RSG pour assurer l'égalité est accessible [ici](#).

Margot E. Young, « Women's Work and a Guaranteed Income » [Travail des femmes et revenu garanti], dans Shelley A.M. Gavigan et Dorothy E. Chunn, dir., *The Legal Tender of Gender: Law, Welfare and the Regulation of Women's Poverty* [Loi, aide sociale et réglementation de la pauvreté visant les femmes] (Oxford : Hart Publishing, 2010) p. 249-275, SSRN : <https://ssrn.com/abstract=2387949>.

- L'analyse de ce chapitre se divise en plusieurs parties distinctes. La section II rappelle brièvement que les Canadiennes vivent de façon disproportionnée dans la pauvreté et que certains aspects fondamentaux expliquent la dépendance des femmes aux programmes provinciaux actuels d'aide sociale. La section III donne un aperçu de l'idée de revenu garanti, telle que l'entend l'auteure. La section IV énonce les avantages et les inconvénients des propositions de revenu garanti pour les femmes, en se concentrant sur la question du travail et de sa place dans les politiques de réforme de l'aide sociale d'un point de vue féministe. Enfin, la section V évalue certains aspects de la viabilité sur le plan pratique d'un programme de revenu garanti et conclut par la formulation d'une certaine conception du revenu garanti qui, bien qu'elle ne plaise assurément pas aux plus ardents défenseurs, correspond néanmoins à la conception la plus progressiste et la plus puissante que se fait l'auteure du revenu garanti (p. 249).

## Système de justice pénale

L'honorable Sidney B. Linden, [Rapport de la Commission d'enquête sur Ipperwash](#) (2007).

- La Commission d'enquête sur Ipperwash a été mise sur pied par le gouvernement de l'Ontario en 2003, huit ans après le décès de M. Dudley George, un Autochtone qui a été abattu par la police durant une occupation relative à des revendications territoriales. Le chapitre 2 du volume 2 du rapport aborde le contexte social et économique ayant fait en sorte que ce peuple autochtone n'a pas eu d'autres moyens de se faire entendre, la pauvreté et les inégalités systémiques ainsi que la surreprésentation des Autochtones dans le système de justice pénale (partie 2.2.6) ainsi que les coûts des occupations et des manifestations autochtones (pour la société et du point de vue économique), incluant les frais associés aux opérations policières (partie 2.5).
- Un rapport produit pour la Commission d'enquête fournit plus de détails sur les répercussions du colonialisme et de certains facteurs socioéconomiques sur la surreprésentation des Autochtones au sein du système de justice pénale. Ce rapport, qui s'intitule [Aboriginal Peoples and the Criminal Justice System](#) [Les Autochtones et le système de justice pénale], a été rédigé par Jonathan Rudin.

Commission canadienne sur la détermination de la peine, [Sentencing Reform: A Canadian Approach](#) [Réformer la sentence : une approche canadienne] (février 1987).

- Le gouvernement fédéral a confié à la Commission canadienne sur la détermination de la peine le mandat de réviser les règles de détermination de la peine et de fournir des recommandations en vue d'améliorer le processus de détermination de la peine. Le chapitre 10 aborde les coûts humains et économiques, qui sont plus élevés lorsqu'on a recours à l'incarcération plutôt qu'à des solutions non carcérales.

Peter W. Greenwood, « [Investing in Prisons or Prevention: The State Policy Makers' Dilemma](#) » [Investir dans les prisons ou dans la prévention? Un dilemme pour les décideurs des États] (*Crime & Delinquency*, janvier 1998).

- Cet article compare les coûts associés aux prisons et ceux associés aux options autres que l'incarcération, aux États-Unis, compte tenu des préoccupations exprimées à propos de l'augmentation des coûts associés aux prisons, qui représentaient de 8 à 10 % des budgets des États en 1998, alors qu'ils n'étaient que de 1 à 2 % deux décennies auparavant.

HighScope, [Perry Preschool Project](#) [Le projet préscolaire Perry]

- Ce site Web présente un aperçu du projet préscolaire Perry; il s'agit d'une étude longitudinale menée auprès de 123 enfants qui étaient considérés comme étant fort susceptibles d'échouer à l'école. La moitié ont été inscrits à un programme préscolaire de grande qualité. Dans le résumé des conclusions, il est question du rendement par dollar investi dans l'éducation de la petite enfance, qui est de 12,90 \$ US, et on y mentionne des économies de 171 473 \$ liées à la réduction de la criminalité.
- Un rapport détaillé sur les résultats du projet a été rédigé par Lawrence J. Schweinhart; il s'intitule [The High/Scope Perry Preschool Study Through Age 40: Summary, Conclusions, and Frequently Asked Questions](#) [L'étude préscolaire Perry High/Scope jusqu'à l'âge de 40 ans : Résumé, conclusions et foire aux questions] (2005) (Les données présentées dans l'étude indiquent clairement que le programme préscolaire Perry a joué un rôle important en réduisant les arrestations dans l'ensemble et les arrestations pour crimes violents, de même que les crimes contre les biens et liés aux drogues et les peines d'emprisonnement qui en découlent pour les participants à l'étude, jusqu'à ce qu'ils aient 40 ans).
- Une évaluation et étude de la conception du projet préscolaire Perry ainsi que du programme de préparation à l'école du Michigan a été rédigée par

Lawrence J. Schweinhart; le titre est [\*Outcomes of the High/Scope Perry Preschool Study and Michigan School Readiness Program\*](#) [Résultats de l'étude préscolaire Perry High/Scope et du programme de préparation à l'école du Michigan] (janvier 2007).

Institut de recherche en politiques publiques (IRPP), [\*Repenser le système canadien de justice pénale\*](#) (2018).

- Ce rapport porte sur les diverses tables rondes organisées pour discuter de la nécessité de procéder à une réforme du système de justice pénale. Il propose notamment une approche axée sur les « déterminants sociaux de la justice » et présente les principaux déterminants, qui sont 1) le revenu, 2) l'emploi, 3) le logement stable, 4) l'éducation et 5) la santé.

Commission de réforme du droit du Canada, [\*Report on Aboriginal Peoples and Criminal Justice: Equality, Respect and the Search for Justice as requested by the Minister of Justice under Subsection 12\(2\) of the 'Law Reform Commission Act'\*](#) [Rapport sur les peuples autochtones et la justice pénale : égalité, respect et justice à l'horizon. Produit pour le ministre de la Justice aux termes du paragraphe 12(2) de la *Loi sur la Commission du droit du Canada*] (1991).

- Cette étude a été effectuée par la Commission de réforme du droit du Canada en réponse à une demande du ministre de la Justice. Elle porte sur la mesure dans laquelle les lois pénales permettent de veiller à ce que les Autochtones aient un accès égal à la justice et soient traités avec équité et respect. Elle vise à établir de nouvelles approches et de nouveaux concepts de droit à cet égard.
- Dans le chapitre 4, il est question des inégalités économiques entre les personnes qui commettent des actes criminels. La Commission y indique que souvent, on fait valoir que chez les Autochtones, la criminalité est attribuable à la marginalisation de leurs sociétés, causée par la colonisation, et que les mesures à prendre pour régler ces problèmes vont bien au-delà d'une réforme du système de justice pénale. Comme cela a été mentionné par LaPrairie, il est presque certain que le fait d'attribuer cette responsabilité au système de justice pénale plutôt que de se pencher sur les problèmes fondamentaux que sont les inégalités sociales et économiques, que l'on constate chez ceux qui habitent dans les réserves, fera en sorte que ces problèmes se perpétueront (p. 14).

Ontario, [\*Report of the Commission on Systemic Racism in the Ontario Criminal Justice System\*](#) [Rapport de la Commission sur le racisme systémique dans le système de justice pénale en Ontario] (décembre 1995).

- La Commission a été créée en 1992 pour faire enquête sur la mesure dans laquelle le racisme systémique est présent dans le cadre des procédures de justice pénale, en mettant plus particulièrement l'accent sur le racisme visant les Noirs, ainsi que pour formuler des recommandations à cet égard. Le chapitre 4 aborde la question de l'emprisonnement, mentionnant qu'il est extrêmement coûteux et inefficace dans une optique de réadaptation et de réintégration. Il y est aussi question de la pauvreté, qui est l'un des principaux facteurs contribuant à la surreprésentation des personnes racialisées dans les prisons.

Commission royale sur les peuples autochtones, *Par-delà les divisions culturelles : un rapport sur les Autochtones et la justice pénale au Canada* (1996).

- La Commission royale sur les peuples autochtones avait pour mandat de faire enquête sur les obstacles ayant une incidence sur la relation entre les peuples autochtones et le Canada et de proposer des solutions à cet égard. Le rapport, et plus particulièrement le chapitre 2 (p. 39 et suivantes), porte sur la surreprésentation des Autochtones dans le système de justice pénale et indique que cette surreprésentation est liée au colonialisme historique et contemporain, incluant l'exclusion économique. Une section sur les coûts de la justice

(p. 291 et suivantes) expose de manière détaillée ce qui se produira du point de vue financier si nous ne mettons pas fin à cette surreprésentation.

## Revenu de subsistance garanti (RSG) pour les Canadiens handicapés

Michael Mendelson et coll., [A Basic Income Plan for Canadians with Severe Disabilities](#) [Un régime de revenu de subsistance pour les Canadiens gravement handicapés], The Caledon Institute of Social Policy, novembre 2010.

- Ce rapport présente une proposition consistant à créer un nouveau programme de revenu de subsistance fédéral pour les personnes handicapées, qui remplacerait l'aide sociale accordée par les provinces et les territoires aux personnes handicapées en âge de travailler et convertirait le crédit d'impôt pour personnes handicapées en crédit d'impôt remboursable pour qu'il s'adresse aussi aux personnes les plus pauvres. Dans le cadre des programmes proposés, la prestation maximale d'une personne seule serait de 12 160 \$, somme qui serait réduite de 50 % lorsque les autres sources de revenus augmenteraient.

Ernie Lightman et coll., « [Not Disabled Enough': Episodic Disabilities and the Ontario Disability Support Program](#) » [Pas suffisamment handicapé : les handicaps épisodiques et le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées], *Disabilities Studies Quarterly*, vol. 29, n° 3 (2009).

- Même si ce rapport ne fait pas directement mention d'un programme de RSG, il souligne les nombreuses lacunes et difficultés avec lesquelles doivent composer les Canadiens atteints de handicaps épisodiques lorsqu'ils tentent de recevoir un soutien de l'aide sociale, et il indique qu'un RSG pourrait contribuer à régler ces problèmes. Trop souvent, les personnes handicapées sont déclarées inadmissibles aux programmes d'aide sociale pertinents puisqu'on remet en question la légitimité de leurs problèmes de santé, qui évoluent constamment. Ce rapport décrit les difficultés auxquelles se heurtent huit personnes aux prises avec des handicaps épisodiques, qui ont demandé de l'aide à long terme, mais ont essuyé un refus.

Dustin Galer, [Life and Work at the Margins: \(Un\)employment, Poverty and Activism in Canada's Disability Community Since 1966](#) [Vivre et travailler en marge de la société : L'emploi (ou le chômage), la pauvreté et le militantisme chez les personnes handicapées du Canada depuis 1966], École de gestion et de politique de la santé, Université York, avril 2016.

- Ce rapport porte sur les droits et le militantisme des personnes handicapées, les politiques des secteurs public et privé, la participation au marché du travail et les taux de pauvreté des Canadiens handicapés depuis les années 1960. Le rapport aborde entre autres les activités de défense des droits menées pendant les années 1970, qui étaient dirigées par l'Organisation nationale anti-pauvreté, pour mettre en œuvre un revenu garanti pour tous les Canadiens, qu'ils soient handicapés ou non.

Michael Prince, [COVID-19, Canadians with Disabilities, and the Need for Major Reforms](#) [La COVID-19, les Canadiens handicapés et la nécessité de procéder à de vastes réformes], Institut Broadbent, 23 juin 2020.

- Ce billet de blogue, rédigé par Michael Prince, associé de l'Institut Broadbent et titulaire de la chaire d'enseignement Lansdowne de politique sociale à l'Université de Victoria, expose les lacunes des programmes de soutien de l'aide sociale destinés aux personnes

handicapées et préconise une réforme d'envergure afin de mettre en œuvre un programme national de revenu de subsistance.

## Modèles internationaux

Ugo Gentilini et coll., [Exploring Universal Basic Income: A Guide to Navigating Concepts, Evidence, and Practices](#) [Étude du revenu de base universel : Guide pour aborder les concepts, les données probantes et les pratiques] (Banque mondiale, 2020).

- Dans cette étude, il est question de l'objectif consistant à offrir des repères permettant d'aborder les principaux problèmes, de comprendre les compromis possibles et d'offrir de nouvelles données et analyses pour mieux appuyer les choix concernant le bien-fondé d'un RSG et la possibilité de le mettre en œuvre, dans différents contextes. Contrairement à la majorité des documents relatifs au RSG, qui sont biaisés puisqu'ils portent surtout sur les sociétés où les revenus sont élevés, l'étude examine d'abord et avant tout le programme dans le contexte des pays où les revenus sont faibles ou modérés. L'étude vise à fournir aux décideurs et aux professionnels un portrait réaliste de l'ensemble des considérations politiques, offrir de nouveaux points de vue quantitatifs sur les principaux choix et effets et décrire les enjeux dans un guide cohérent, objectif et exhaustif, qui rend compte des connaissances mondiales sur ce sujet (p. 2).

*\*Il convient de souligner que ce document est axé sur le revenu de base universel (RBU) plutôt que sur le RSG. Le chapitre 2 explique les différences entre le RBU et le RSG.*

## Brésil<sup>6</sup>

Andre Coelho, [Brazil: The National Senate approves Emergency Basic Income](#) [Brésil : Le Sénat approuve le revenu de base d'urgence] (Basic Income Earth Network, 7 avril 2020).

- Cet article porte sur un RSG d'urgence (« revenu de base d'urgence ») de 600 réals par mois (environ 113 \$ US) accordé aux personnes à faible revenu au Brésil en raison de la COVID-19. Il présente cette mesure dans le contexte d'une loi brésilienne de 2004, qui donnait droit à un revenu de base aux habitants du Brésil. Cette loi n'a jamais été mise en œuvre, mais elle s'inscrit dans le contexte ayant donné lieu à la création de la Bolsa Familia [la bourse familiale], dont il est question ci-dessous.

### Bolsa Familia [bourse familiale]

*\*Contrairement à un RSG, la Bolsa Familia n'est accordée que si la personne répond à certains critères, par exemple si elle a fait vacciner ses enfants ou s'assure qu'ils vont à l'école.*

Stevan Ćirković, [Bolsa Família in Brazil](#) [la Bolsa Família au Brésil] (Centre for Public Impact, 2 septembre 2019).

- Cet article porte sur les répercussions du Programa Bolsa Família, un programme de bourse familiale mis en œuvre au Brésil en 2003, et fait état d'une diminution des inégalités, de la pauvreté et de la faim. Le programme offre des transferts en espèces aux familles à faible revenu qui respectent certaines conditions, notamment envoyer leurs enfants à l'école et veiller à ce qu'ils soient vaccinés selon les exigences.

---

<sup>6</sup> Il convient de souligner que de nombreux modèles et projets pilotes différents ont été mis en œuvre au Brésil en ce qui concerne les programmes de revenu de base. Parmi ceux-ci, on compte le programme Bolsa Familia [bourse familiale], la Renda Basica de Cidadania, une politique de revenu de base adoptée par la ville de Maricá, le projet ReCivitas ainsi que le revenu de base d'urgence récemment annoncé en réponse à la COVID-19.

Rafael Munoz Moreno, Liliana Sousa et Anna Luisa Paffhausen, [Taking the Initial Steps to Protect Brazil's Poorest During the COVID-19 Crisis](#) [Faire les premières démarches pour protéger les habitants les plus pauvres du Brésil pendant la crise de la COVID-19] (World Bank Blogs, 13 mai 2020).

- Cet article porte sur l'élargissement du Programa Bolsa Família [programme de bourse familiale] afin d'aider plus d'un million de familles admissibles qui attendaient des prestations en réponse à la pandémie de COVID-19.

Municipalité de Maricá: Renda Basica de Cidadania [revenu de base pour les citoyens]

*\*La Renda Basica de Cidadania est une politique adoptée par la ville de Maricá, au Brésil : elle prévoit le versement d'un RSG représentant environ 75 % du seuil de la pauvreté aux personnes à faible revenu.*

Paul Katz, Stephen Nuñez et Fábio Waltenberg, [Renda Básica da Cidadania: What Lessons Could Latin America's Largest Basic Income Program Bring to Research on Universal Basic Income?](#) [La Renda Basica de Cidadania : Quelles leçons peuvent être tirées du plus important programme de revenu de base de l'Amérique latine dans le cadre de la recherche sur le revenu de base universel?] (The Global Americans, 12 décembre 2019).

- En 2020, environ 52 000 personnes de la ville de Maricá, au Brésil, recevront un revenu de base dans le cadre d'un nouveau programme appelé Renda Basica de Cidadania (revenu de base des citoyens). Les personnes qui habitent à Maricá depuis au moins trois ans et gagnent moins de trois fois le salaire minimum sont admissibles à une somme de 130 réals par mois (environ 35 \$ CA). Ce programme ne comporte pas de conditions.

Dylan Mathews, « [More than 50,000 People Are Set to Get a Basic Income in a Brazilian City](#) » [Plus de 50 000 habitants d'une ville du Brésil recevront un revenu de base] (Vox, 30 octobre 2019).

- Le Renda Basica de Cidadania (revenu de base pour les citoyens), qui est financé par les redevances pétrolières, est un revenu de base qui sera offert à 52 000 habitants de la ville de Maricá, au Brésil. Comme l'indique l'article, tout effet sur les prix se limitera à la ville, puisque c'est le seul endroit où la mumbucas (la devise locale) peut être utilisée, et on pourra comparer sa trajectoire avec celle des autres devises locales (qui sont fort courantes au Brésil) dans les villes avoisinantes; cette évaluation permettra donc de tirer des conclusions relatives à la macroéconomie, ce qui est peu courant. (paragr. 15).

## Projet ReCivitas

Marcus Brancaglione, [NGO Launches Lifetime Basic Incomes in Brazilian Village, Finds Collaborative "Projects Network"](#) [Une ONG lance un programme de revenu de base à vie dans un village du Brésil et établit un réseau de projets de collaboration] (Basic Income Earth Network, 24 décembre 2016).

- Selon cet article, l'organisme sans but lucratif [ReCivitas](#) a distribué un revenu de base aux habitants de [Quatinga Velho](#), un village du Brésil, de 2008 à 2014. En janvier 2016, ReCivitas a lancé une nouvelle initiative, Lancement d'un revenu de base, qui vise à reprendre le versement d'un revenu de base à Quatinga Velho et à le [rendre permanent](#).

## Finlande<sup>7</sup>

Jurgen De Wispelaere, Antti Halmetoja et Ville-Veikko Pulkka, « [The Rise \(and Fall\) of the Basic Income Experiment in Finland](#) » [L'essor (et la chute) de l'expérience du revenu universel en Finlande] (*CESifo Forum*, 2018).

- Cet article explique l'expérience du revenu universel en Finlande et les débats politiques qui ont accompagné cette expérience, y compris les critiques formulées à propos de sa conception et de sa mise en œuvre, notamment en raison de la petite taille de l'échantillon et du fait qu'il n'était composé que de chômeurs, de la durée limitée de l'expérience et du montant des paiements, qui était peu élevé.

Finlande, Olli Kangas et coll., [The Basic Income Experiment 2017–2018 in Finland – Preliminary Results](#) [L'expérience du revenu universel en Finlande, 2017-2018 : Résultats préliminaires] (ministère des Affaires sociales et de la Santé, 2019).

- Ce rapport est la première publication de recherche présentant les répercussions de l'expérience du revenu universel en Finlande. Il comprend une analyse statistique préliminaire fondée sur le registre des répercussions de l'expérience sur l'emploi en 2017. Une analyse fondée sur des données de sondage présente les répercussions de l'expérience sur le bien-être des personnes qui ont reçu ce revenu universel.
- Un résumé en anglais du rapport définitif rédigé en finlandais peut être consulté [ici](#). Ce résumé indique que selon une analyse des données du registre, pendant la période d'évaluation d'un an, l'emploi dans le groupe visé a augmenté en moyenne de six jours de plus que dans le groupe de contrôle. Des sous-études fondées sur des données de sondage ont analysé la santé, le bien-être mental, la situation économique, la confiance et les interactions avec la bureaucratie au sein du groupe visé et du groupe témoin. En ce qui concerne certains indicateurs, le bien-être des personnes ayant reçu le revenu universel était meilleur que celui des personnes faisant partie du groupe de contrôle (paragr. 1).

Antti Halmetoja, Jurgen De Wispelaere et Johanna Perkiö, « A Policy Comet in Moominland? Basic Income in the Finnish Welfare State » [Une comète politique au pays des Moomins : un revenu universel offert par l'État-providence finlandais], *Social Policy and Society*, vol. 18, n° 2, 2019. (*Voir la pièce jointe.*)

- Selon cet article, qui présente l'historique de l'expérience du revenu universel en Finlande, des progrès discrets, relativement modestes et inattendus ont été constatés au sein des institutions et ils ont probablement contribué à ce que la conception du régime de chômage de la Finlande se rapproche de celle d'un régime partiel de revenu universel. Même si ceci peut laisser entendre que la Finlande a mis en place de bons tremplins, d'importants obstacles demeurent et on ne sait pas encore si la Finlande sera le premier pays d'Europe à mettre en œuvre un revenu universel à grande échelle.

Kela, [Objectives and Implementation of the Basic Income Experiment](#) [Les objectifs de l'expérience du revenu universel en Finlande et sa mise en œuvre] (mis à jour le 1<sup>er</sup> janvier 2019).

---

<sup>7</sup> Il convient de souligner que dans le cadre de l'expérience du revenu universel de la Finlande, seulement 500 euros étaient accordés chaque mois aux participants; cela ne semblait pas être suffisant pour assurer la subsistance, étant donné que dans ce pays, le seuil de pauvreté se situe à environ 1 230 euros par mois. En outre, même s'il a été accordé seulement à un groupe témoin composé de personnes en chômage, les montants eux-mêmes n'étaient pas fondés sur le revenu, comme l'est un RSG; les participants pouvaient conserver le plein montant, quelles que soient leurs autres sources de revenus (p. ex. s'ils trouvaient un nouvel emploi).



- Kela est une organisation d'assurance sociale de la Finlande. Cette page donne un aperçu de l'expérience du revenu universel en Finlande.

Jimmy O'Donnell, « [Why Basic Income Failed in Finland](#) » [Pourquoi le revenu universel n'a pas fonctionné en Finlande] (*Jacobin Magazine*, 1<sup>er</sup> décembre).

- Selon cet article, des manœuvres politiques et de la résistance bureaucratique ont contribué à l'échec de l'expérience du revenu universel en Finlande, qui était suivie de près par un grand nombre d'intéressés. Cela dit, le facteur le plus important sous-tendant l'échec de cette expérience sur le plan politique est la relation complexe avec les normes sociales largement reconnues en matière de travail et d'équité. Il semblerait que l'avenir d'un revenu universel dépendra surtout de la composition du nouveau gouvernement, des conclusions du rapport définitif portant sur l'expérience ainsi que du résultat des débats concernant la sécurité sociale au cours des prochaines années.

Joseph Zeballos-Roig, [Finland's Basic-Income Trial Found People Were Happier, But Weren't More Likely to Get Jobs](#) [L'expérience du revenu universel en Finlande a permis de déterminer que les gens étaient plus heureux, sans être plus susceptibles de trouver un emploi] (Forum économique mondial, 8 mai 2020).

- Cet article aborde les taux d'emploi dans le cadre de l'expérience du revenu universel en Finlande et indique que les taux d'emploi des participants au programme étaient équivalents à ceux des personnes faisant partie du groupe de contrôle ou légèrement plus élevés.

## Inde<sup>8</sup>

[Sarath Davala](#), [Renana Jhabvala](#), [Guy Standing](#) et [Soumya Kapoor Mehta](#), [Basic Income: A Transformative Policy for India](#) [Le revenu de base : une politique transformatrice pour l'Inde] (Bloomsbury Academic, 2015).

- Ce livre s'appuie sur deux projets pilotes menés dans l'État indien du Madhya Pradesh dans le cadre duquel des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont reçu un paiement mensuel en argent, et ce sans condition. Dans un contexte où le gouvernement indien, aux échelons national et étatique, dépense des sommes considérables en subventions et en programmes sélectifs qui sont invariablement coûteux, inefficaces, inéquitables et entachés de corruption, il serait possible de consacrer au moins une partie de ces dépenses à la mise en place d'un revenu de base modeste. Ce livre analyse ce qui pourrait se produire si un tel revenu était mis en place.

SEWA Bharat et UNICEF, [A Little More, How Much It Is... Piloting Basic Income Transfers in Madhya Pradesh, India](#) [Faire un peu plus et combien cela coûterait : Projets pilotes de transfert d'un revenu de base dans le Madhya Pradesh, en Inde] (janvier 2014).

- Ce rapport analyse les résultats de deux projets pilotes menés dans le Madhya Pradesh et visant à transférer de l'argent comptant à la population. Il examine les retombées positives de ces projets pilotes en ce qui concerne les conditions de vie, la consommation d'alcool, la

---

<sup>8</sup> Dans le cadre des projets pilotes dans l'État indien du Madhya Pradesh, on a accordé, de juin 2011 à novembre 2012, une subvention mensuelle universelle, inconditionnelle et individuelle à chaque adulte et enfant des villages visés, soit environ 6 000 hommes, femmes et enfants de neuf villages de cet État. Le montant initial de la prestation mensuelle était de 4,40 \$ US (200 roupies) par adulte et 2,20 \$ US par enfant de juin 2011 à mai 2012. Par la suite, il a été augmenté de 50 % pour tenir compte de l'inflation et offrir une prestation plus généreuse. Ce nouveau montant ne représente quand même qu'une fraction (environ 20 à 30 %) du seuil de pauvreté, et non un montant de subsistance.

sécurité alimentaire et la nutrition, l'éducation, la productivité, l'endettement et l'autonomisation des femmes. Un résumé utile des principales conclusions est disponible [ici](#).

## Iran<sup>9</sup>

Djavad Salehi-Isfahani et Mohammad H. Mostafavi-Dehzoeei, [Cash Transfers And Labor Supply: Evidence From A Large-Scale Program In Iran](#) [Transferts en argent et disponibilité de la main-d'œuvre : Données provenant d'un programme à grande échelle mené en Iran] (document de travail n° 1090 de l'Economic Research Forum, 2017).

- En décembre 2010, l'Iran a mis en place un programme national de transferts en espèces inconditionnels pour contrebalancer l'élimination progressive des subventions pour le pain, l'eau, l'électricité, le chauffage et le carburant. Le gouvernement a versé aux familles des paiements mensuels équivalant en moyenne à 29 % du revenu médian des ménages, bien que cette proportion ait diminué ces dernières années en raison de la réticence à corriger les taux de transfert en fonction de l'inflation. Le rapport constate que les bénéficiaires des transferts en espèces ne se sont pas retirés de la population active et que certains travailleurs ont même augmenté leurs heures de travail. Bien que les transferts aient été souvent critiqués en tant que facteur d'inflation, le rapport note que les taux élevés d'inflation en Iran ont d'autres causes, en particulier les prix élevés de l'énergie.

Djavad Salehi-Isfahani, « [New Cash Transfers May Lift 2 Million Iranians Out of Poverty](#) » [Les nouveaux transferts en espèces pourraient tirer deux millions d'Iraniens de la pauvreté] (*Bourse & Bazaar*, 2 décembre 2019).

- Cet article traite de l'augmentation des paiements de transfert en espèces consentie en novembre 2019 par suite de la hausse du prix de l'essence. Cette hausse ciblait les personnes se situant au bas (70 %) de la répartition des revenus en Iran et variait en fonction du nombre de membres d'une famille.

## Italie<sup>10</sup>

Matteo Jessoula, Marcello Natili et Michele Raitano, « [Italy: Implementing the New Minimum Income Scheme](#) » [Italie : Mise en œuvre du nouveau programme de revenu de base] (Réseau européen de politique sociale, *ESPN Flash Report 2019/35*, juillet 2019).

- Cet article traite de la nouvelle loi italienne sur le « revenu de citoyenneté », qui a pour objectif de lutter contre la pauvreté et le chômage. Il examine et note les critiques concernant les critères d'admissibilité stricts relatifs au travail et les limites imposées à l'épargne et aux actifs des bénéficiaires.

---

<sup>9</sup> Alors qu'un RSG serait accessible à tous (c'est-à-dire à ceux qui en ont besoin), le programme iranien de transferts en espèces introduit en décembre 2010 ressemble davantage à un programme de revenu de base universel : les transferts sont universels en ce sens qu'ils sont versés quel que soit le niveau de revenu. L'augmentation des transferts en espèces en 2019 vise plus particulièrement les personnes qui se situent dans les 70 % inférieurs de la distribution des revenus.

<sup>10</sup> Contrairement au RSG, qui est inconditionnel, le programme de « revenu de citoyenneté » mis en place par l'Italie ne semble pas garantir un montant de subsistance. On offre plutôt aux personnes un revenu de base de 6 000 euros par an. Plusieurs conditions sont imposées. Entre autres, les bénéficiaires doivent se recycler et retourner sur le marché du travail.

## Kenya<sup>11</sup>

American Economic Association RCT Registry, *Universal Basic Income in Kenya*:

<https://www.socialscienceregistry.org/trials/1952>. [Revenu de base universel au Kenya]

- Ce site Web de chercheurs travaillant sur un projet pilote kenyan donne un aperçu du projet, qui met l'accent sur les effets des transferts en espèces sur 12 ans.

Dylan Matthews, « [This Kenyan Village Is a Laboratory for the Biggest Basic Income Experiment Everd](#) » [Un village kenyan sert de laboratoire au plus grand projet de revenu de base] (*Vox*, 6 mars 2017).

- Cet article traite du lancement du programme kenyan de revenu de base universel administré par le groupe caritatif GiveDirectly. Il présente des entretiens avec les participants, qui discutent des façons dont ils entendent utiliser ces revenus, ainsi que des avantages des transferts en espèces par rapport aux paiements en nature (par exemple, la nourriture).

Mônica Dallari et Eduardo Matarazzo Suplicy, [Testimony of Kenya's Basic Income Beneficiaries](#) [Témoignages des bénéficiaires du programme kenyan de revenu de base] (*Basic Income Earth Network*, 14 mai 2019).

- Cette série d'articles décrit les paramètres du projet pilote de GiveDirectly et présente également des entretiens avec les participants concernant l'impact du programme.

## Pays-Bas

*\* Il convient de noter que les projets pilotes des Pays-Bas semblent varier d'une municipalité à l'autre; un grand nombre d'entre eux semblent cibler des personnes qui bénéficiaient autrement de l'aide sociale et offrent des transferts en espèces à des taux légèrement inférieurs au seuil de pauvreté.*

Loek Groot, Ruud Muffels et Timo Verlaet. « Welfare States' Social Investment Strategies and the Emergence of Dutch Experiments on a Minimum Income Guarantee » [Les stratégies d'investissement social des États-providence et les nouvelles initiatives néerlandaises visant à garantir un revenu minimal] (*Social Policy and Society*, vol. 18, n° 2, 2019).

- Cet article examine le contexte social dans lequel les initiatives de revenu de base aux Pays-Bas ont évolué et comprend une brève description de ces initiatives.

Bob Van Waveren, « [Dutch Municipalities Start Experiment with Red Tape-Trimmed Social Assistance Benefits](#), » [Des prestations d'assistance sociale simplifiées mises à l'essai dans des municipalités néerlandaises] (*ESPN Flash Report 2017/18*, Réseau européen de politique sociale, mars 2017).

- Ce court rapport examine les plans visant à faire l'expérience d'un programme de revenu de base dans certaines municipalités néerlandaises.

---

<sup>11</sup> \*Le projet pilote kenyan, supervisé par des chercheurs d'Innovations for Policy Action et le groupe caritatif GiveDirectly, prévoit un revenu de base universel plutôt qu'un RSG, bien qu'un nombre important des habitants des 295 villages visés par l'étude vivent sous le seuil de pauvreté établi par le gouvernement (15 \$ US par mois par ménage dans les zones rurales; 28 \$ US par mois par ménage dans les zones urbaines). Les adultes ont reçu des montants jugés suffisants pour subvenir à leurs besoins de base, soit environ 0,75 \$ US par jour, ou 22 \$ US par mois. Ces transferts inconditionnels étaient accordés soit pour deux ans, soit pour 12 ans, ou encore sous forme d'un montant forfaitaire initial équivalent à deux ans de paiements.

## Écosse

*\* En dépit de l'intérêt croissant pour ce genre de mesures et des discussions à ce sujet, l'Écosse n'a pas encore mis en place de programme de revenu de base.*

Marcia Gibson, Wendy Hearty et Peter Craig, [Universal Basic Income: A Scoping Review of Evidence on Impacts and Study Characteristics](#) [Revenu de base universel : Examen des données sur les incidences et caractéristiques de l'étude] (What Works Scotland, septembre 2018).

- Ce rapport donne un aperçu des études menées sur les programmes de paiements inconditionnels, universels et permanents dans le monde entier. Les auteurs expliquent que dans le contexte des analyses de faisabilité et des évaluations portant sur le revenu de base réalisées en Écosse, l'étude donne un aperçu des résultats d'interventions similaires au revenu de base, et des leçons que l'on peut en tirer sur les effets potentiels d'un revenu de base universel et permanent.

Anthony Painter et coll., [A Basic Income For Scotland](#) [Un revenu de base en Écosse] (Action and Research Centre, mai 2019).

- Ce rapport examine les lacunes du régime actuel d'aide sociale en Écosse en ce qui concerne la réduction de la pauvreté; les résultats d'un exercice de réflexion mené pour mieux comprendre les avantages potentiels d'un programme de RSG (l'exercice s'est tenu à Fife et réunissait des citoyens et des parties concernées); une microsimulation réalisée par Landman Economics à l'aide de son mode de transfert fiscal écossais; et une série de scénarios portant sur les mesures politiques, juridiques et administratives à mettre en place pour faire une première expérience de RSG en Écosse. Le rapport recommande entre autres que les décideurs politiques en Écosse et au Royaume-Uni mettent en place les autorisations, les ressources et le soutien administratif pour permettre la mise en place d'initiatives de revenu de base. Ces initiatives devraient être menées dans des localités qui se portent volontaires en Écosse et ailleurs au Royaume-Uni.

## Espagne

*\* Contrairement au RSG, le programme espagnol mis en place en mai 2020 ne semble pas garantir un revenu de subsistance suffisant. Le taux de base pour un adulte vivant seul est de 462 euros par mois, ce qui est bien en deçà du seuil de pauvreté; pour les familles, le programme prévoit un supplément de 139 euros par adulte ou enfant, jusqu'à un maximum de 1 015 euros par mois.*

Bru Laín, [Report on the Preliminary Results of the B-MINCOME Project \(2017-18\) – Combining Guaranteed Minimum Income and Active Social Policies in Deprived Urban Areas of Barcelona](#) [Rapport sur les résultats préliminaires du projet B-MINCOME (2017-2018) : Combiner le revenu de base garanti et les politiques sociales existantes dans les zones urbaines défavorisées de Barcelone] (Ajuntament de Barcelona, juillet 2019).

- Selon l'auteur, le projet B-MINCOME, qui combine un revenu minimum garanti et des politiques sociales déjà en place dans les zones urbaines défavorisées de Barcelone, est un projet pilote qui vise à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le rapport résume les principaux résultats du projet B-MINCOME lors de sa première année de mise en œuvre. Parmi les effets observés, citons l'amélioration du bien-être général, de la santé mentale et de la participation communautaire bénévole, ainsi que de légères réductions des heures de travail, ce qui correspond aux résultats d'autres projets pilotes à l'étranger.

Manuel V. Gómez, « [Spain Approves Guaranteed Minimum Income Scheme for Vulnerable Families](#) » [L'Espagne approuve un programme de revenu de base garanti à l'intention des familles vulnérables] (*El País*, 29 mai 2020).

- Cet article décrit la mise en place par l'Espagne, en mai 2020, d'un programme permanent de « revenu de base garanti », en partie en réponse à la pandémie de COVID-19. Il donne un aperçu des caractéristiques de ce programme, notamment des personnes qui y ont droit, de la manière dont il sera géré et de son mode de financement.

## Ouganda

\* *Le projet pilote lancé par l'organisme Eight prévoyait des transferts en argent inconditionnels à tous les habitants d'un village comptant 50 ménages. Le revenu de base représentait environ 30 % du revenu moyen des familles à faible revenu en Ouganda, soit 18,25 \$ US par mois pour les adultes et 9,13 \$ US pour les enfants.*

Kate McFarland, [UGANDA: Two-Year Basic Income Pilot Set to Launch in 2017](#) [Ouganda : Lancement d'un projet pilote de revenu de base de deux ans en 2017] (Basic Income Earth Network, 20 novembre 2016).

- L'auteure écrit que l'organisation caritative belge Eight se prépare à mener un projet pilote de revenu de base en Ouganda, précisant que ce projet pilote de deux ans devrait être lancé en janvier 2017 et faire l'objet d'un documentaire.

Tyler Prochazka, [Interview: 'Village One' Documentary Follows Village with Basic Income](#) [Entrevue : Le documentaire *Village One* suit un village bénéficiant d'un programme de revenu de base] (Basic Income Earth Network, 26 avril 2017).

- L'auteur explique que *Village One* est une nouvelle série sur Busibi, un village en Ouganda où chaque habitant reçoit un revenu de base inconditionnel d'environ 18,25 \$ US par mois pour les adultes et de 9,13 \$ US pour les enfants. Au total, 56 adultes et 88 enfants reçoivent le revenu de base pendant au moins deux ans. Steven Janssens, directeur de [Village One](#) et fondateur d'[Eight](#), discute du projet dans le cadre de l'[UBI Podcast](#).

## États-Unis

William Blauvelt, [Universal Basic Income and Its Effect on the Capital to Labor Ratio](#) [Le revenu de base universel et son effet sur le ratio habitant/travail] Thèses d'étudiants en économie et projets Capstone 132 (2019).

- Ce document examine les programmes de RSB (modèles d'« impôt négatif sur le revenu ») ainsi que les programmes de revenu de base universel impliquant des transferts en espèces en Amérique du Nord afin de déterminer s'ils contribuent à remédier au problème moderne du remplacement de la main-d'œuvre par la technologie.

Derek Hum et Wayne Simpson, « [Economic Response to a Guaranteed Annual Income: Experience from Canada and the United States](#) » [Réaction économique à un revenu annuel garanti : Expérience du Canada et des États-Unis] *Journal of Labor Economics*, vol. 11, n° 1, partie 2, section 263 (1993).

- Comme l'expliquent les auteurs, cet article passe en revue les études menées dans le cadre des cinq projets de maintien du revenu au Canada et aux États-Unis. Après avoir brossé un aperçu du contexte historique et politique des projets en question, les auteurs comparent les concepts et discutent de certaines difficultés analytiques importantes. Si on leur demandait de résumer en peu de mots ce que l'on a appris sur les effets économiques d'un plan de revenu annuel garanti, ils répondraient que peu d'effets négatifs ont été constatés à ce jour et que ceux observés, notamment sur le travail, sont moins importants que ce à quoi on

aurait pu s'attendre sans ces projets. En effet, les économistes commencent à s'entendre pour dire que les effets sur la réponse à l'offre de travail sont plus modestes que ce qui avait été estimé précédemment, en particulier pour les femmes mariées. Dans ce contexte, les auteurs soutiennent que les données issues de ces projets ont joué un rôle important.

Institute for Research on Poverty, *IRP Negative Income Tax Archive* (Université du Wisconsin-Madison) : <https://www.irp.wisc.edu/research/nit/irp-negative-income-tax-archive/>.

[Répertoire des projets d'impôt négatif sur le revenu]

- Renseignements, y compris des bibliographies, concernant les quatre initiatives de maintien du revenu menées aux États-Unis entre 1968 et 1978 (New Jersey, régions rurales de l'Iowa et de la Caroline du Nord, Gary, en Indiana, et région de Seattle et Denver).

Ioana Marinescu, [\*No Strings Attached: The Behavioral Effects of U.S. Unconditional Cash Transfer Programs\*](#) [Sans condition : Effets des programmes américains de transferts d'argent inconditionnels sur les comportements] (Roosevelt Institute, mai 2017).

- Ce rapport examine l'incidence des transferts inconditionnels en espèces sur le comportement des bénéficiaires dans le cadre de trois grands projets réalisés dans des conditions naturelles : projets d'impôt négatif sur le revenu des années 1970, programme de dividendes de casinos de la bande des Cherokee de l'est et programme de dividendes du Fonds permanent de l'Alaska. Le rapport résume les données relatives aux résultats suivants : consommation, participation au marché du travail (emploi, heures travaillées et revenus), éducation, santé et autres résultats sociaux, tels que les choix en matière de mariage ou de reproduction. Les données montrent qu'un transfert inconditionnel d'argent peut améliorer les résultats en matière de santé et d'éducation, ainsi que réduire la criminalisation et la consommation de drogues et d'alcool, en particulier chez les jeunes les plus marginalisés.

Karl Widerquist, « [\*A Failure to Communicate: What \(If Anything\) Can We Learn from the Negative Income Tax Experiments?\*](#) » [Manque de communication : Que pouvons-nous apprendre des projets d'impôt négatif sur le revenu?] *Journal of Behavioral and Experimental Economics*, vol. 34, n° 1 (2005).

- L'auteur écrit que les gouvernements américain et canadien ont mené cinq projets d'impôt négatif sur le revenu entre 1968 et 1980. Les résultats de ces projets en ce qui concerne le marché du travail ont permis de mieux comprendre les effets d'une garantie de revenu de base, mais on exagère souvent leur caractère concluant. Un examen des articles non universitaires à ce sujet révèle une mauvaise compréhension des résultats. Cette mauvaise interprétation est souvent due au fait que les chercheurs n'ont pas précisé que les projets ne permettaient pas d'estimer la réponse à la demande et donc la réponse du marché au programme. Selon l'auteur, les données recueillies ne constituent pas un argument convaincant pour ou contre le revenu de base garanti.

Karl Widerquist, [\*The Basic Income Guarantee Experiments of the 1970s: A Quick Summary of Results\*](#) [Les projets de garantie de revenu de base des années 1970 : Un bref résumé des résultats] (Basic Income Earth Network, 3 décembre 2017).

- Cet article analyse le projet d'incitation au travail visant les diplômés du New Jersey (New Jersey et Pennsylvanie), le projet de maintien du revenu en milieu rural (Iowa et Caroline du Nord), les projets de maintien du revenu de Seattle et Denver, le projet mené à Gary, en Indiana, et le projet de revenu de base annuel du Manitoba. L'auteur signale, au sujet des résultats concernant le marché du travail, que les participants étaient des personnes dont le revenu était proche du seuil de pauvreté. Par conséquent, les résultats obtenus par ce groupe sont susceptibles d'être beaucoup plus prononcés que ceux pour l'ensemble de la

population active dans le cas d'un programme national. L'auteur explique que les données ne tiennent pas compte de la réponse à la demande qui, selon la théorie économique, entraînerait une hausse des salaires et un renversement partiel de l'effet de réduction du travail. Il précise que les données ont été très souvent mal interprétées de manière à laisser entendre que 5 à 7,9 % des personnes qui étaient le principal soutien de famille avaient quitté la population active. En fait, cette baisse était principalement causée par le fait que les travailleurs prenaient plus de temps à trouver leur prochain emploi s'ils devenaient non-employés. La plupart des non-initiés qui ont écrit des articles à ce sujet ont supposé que toute réduction du travail, aussi minime soit-elle, était un effet secondaire extrêmement négatif. Or, il n'est pas souhaitable de mettre les chômeurs dans une situation où ils cherchent désespérément à commencer leur prochain emploi, et ce le plus tôt possible. Cette situation est évidemment mauvaise pour les travailleurs et les familles. En plus d'être difficile à vivre, cette situation réduit la capacité des personnes à obtenir de bons salaires et de meilleures conditions de travail. De plus longues périodes de non-emploi pourraient avoir des avantages sociaux si elles conduisent à une meilleure affinité entre les travailleurs et les entreprises.

## Alaska

*\*Il est à noter qu'un programme de RSG serait universellement accessible (c'est-à-dire à la disposition de ceux qui en ont besoin). Or, les prestations accordées dans le cadre du Fonds permanent de l'Alaska sont versées aux gens, quel que soit leur niveau de revenu. En outre, sont maintenant exclus un grand nombre de personnes en prison ou ayant un casier judiciaire, ainsi que leurs enfants. Le montant versé s'élève en moyenne à 1 800 \$ US par personne par an, ce qui ne constitue pas un montant de subsistance.*

Richard Dorsett, [Basic Income as a Policy Lever: A Case Study of Crime in Alaska](#) [Le revenu de base comme levier politique : Étude de cas sur la criminalité en Alaska] (Westminster Business School, 2019).

- Ce document étudie les effets du Fonds permanent de l'Alaska sur la criminalité. Il analyse la période avant la mise en place du Fonds et après 1989, lorsque l'on a mis fin à l'universalité de la prestation en rendant inadmissible un nombre croissant de personnes en prison ou ayant un casier judiciaire. L'étude porte principalement sur les crimes contre les biens. L'auteur suggère que ces changements quant à l'admissibilité n'ont pas eu d'effet dissuasif en matière de criminalité et qu'une hausse du montant versé pourrait réduire les crimes contre la propriété à long terme.

Damon Jones et Ioana Marinescu, [The Labor Market Impacts of Universal and Permanent Cash Transfers: Evidence from the Alaska Permanent Fund](#) [Les effets des transferts en espèces universels et permanents sur le marché du travail : le Fonds permanent de l'Alaska] (février 2018).

- Cette étude analyse les effets du Fonds permanent de l'Alaska sur les taux d'emploi, la participation au marché du travail, le taux de travail à temps partiel et le nombre d'heures travaillées par semaine. Selon l'étude, un transfert d'argent universel et permanent n'a pas d'incidence négative significative sur l'emploi en général et a même pour effet d'augmenter le travail à temps partiel.

Brian Merchant, « [The Only State Where Everyone Gets Free Money](#) » [Le seul État où tout le monde reçoit un chèque] (*Vice*, septembre 2015).

- Cet article récapitule la création en 1982 du Fonds permanent de dividendes de l'Alaska, qui est financé par les redevances minières de l'État. Ce programme est considéré comme la version fonctionnelle la plus proche d'un « revenu de base universel » et a duré beaucoup plus longtemps que la plupart des projets de RSG.

Brett Watson, Mouhcine Guettabi et Matthew Reimer, [Universal Cash and Crime](#) [Revenu universel et criminalité] (Institute of Social and Economic Research, Université d'Anchorage en Alaska, juin 2018).

- Dans ce document, les auteurs analysent l'incidence du Fonds permanent de l'Alaska sur les taux de criminalité. Utilisant une base de données sur les incidents signalés quotidiennement à la police, ils ont constaté une augmentation de 17 % du nombre d'incidents liés à la toxicomanie et une diminution de 12 % des crimes contre les biens pendant une période pouvant aller jusqu'à deux semaines après le versement annuel de l'allocation universelle. Ils n'ont constaté aucun changement moyen en ce qui concerne la violence.

### Réserve des Cherokee de l'Est (Caroline du Nord)

*\*Il est à noter qu'un programme de RSG serait universellement accessible (c'est-à-dire à la disposition de ceux qui en ont besoin). Or, les prestations accordées dans la réserve des Cherokee de l'Est ressemblent davantage à un revenu de base universel, c'est-à-dire que les prestations sont versées, quel que soit le revenu de la personne. Les montants versés totalisent en moyenne à 3 500 \$ US par ménage par an, ce qui ne constitue pas un montant de subsistance.*

Randall Akee et coll., « [How Does Household Income Affect Child Personality Traits and Behaviors?](#) », [Quelle est l'incidence du revenu du ménage sur les traits de personnalité et les comportements des enfants?] *American Economic Review*, vol. 108, n° 3 (2018).

- Cette étude examine les effets des transferts en espèces inconditionnels sur la santé émotionnelle et comportementale et les traits de personnalité des enfants. L'étude utilise des données issues de la Great Smoky Mountains Study of Youth, lancée en 1993. Cinq ans après le début de cette étude, les ménages d'un quart des participants ont reçu des transferts directs en espèces du gouvernement tribal de la bande des Cherokee de l'Est. Selon l'étude, ces transferts d'argent liquide ont eu des effets bénéfiques importants sur la santé émotionnelle et comportementale des enfants et sur leurs traits de personnalité à l'adolescence, et ont amélioré les relations parentales.

Roberto A. Ferdman, « [The Remarkable Thing that Happens to Poor Kids When you Give Their Parents a Little Money](#) » [Les résultats remarquables qui se produisent chez les enfants pauvres quand on donne un peu d'argent à leurs parents] (*Washington Post*, 8 octobre 2015).

- L'article rappelle le contexte de la Great Smoky Mountains Study of Youth et explique comment cette étude est devenue un outil précieux dans les domaines de la psychologie, de la sociologie et de l'économie puisqu'elle a permis d'examiner les effets des transferts d'argent sur la vie des enfants.



## Gary, Indiana

Kenneth C. Kehrer, John F. McDonald et Robert A. Moffitt, [Final Report of the Gary Income Maintenance Experiment: Labor Supply](#) (gouvernement des États-Unis, département de la Santé, de l'Éducation et du Bien-être, novembre 1979). [Rapport final sur le projet de maintien du revenu à Gary : disponibilité de la main-d'œuvre]

- L'étude de Gary ne visait que les familles noires, en particulier les familles monoparentales dirigées par une femme. Les résultats ont révélé que le programme avait pour effet de démotiver certains groupes de personnes à travailler, mais pas d'autres. Chez les hommes mariés dans la force de l'âge, les taux variaient de 2,9 à 6,5 % par rapport aux heures travaillées [taux relativement faibles, similaires aux résultats d'autres études sur le maintien du revenu]. Chez les femmes chefs de famille, les taux variaient de 25,9 à 30 %. Par ailleurs, les chercheurs n'ont constaté aucune différence chez les femmes mariées.

## New Jersey

Gouvernement des États-Unis, département de la Santé, de l'Éducation et du Bien-être, [New Jersey Graduated Work Incentive Experiment: Summary Report](#) [Rapport sommaire : projet d'incitation au travail visant les diplômés du New Jersey] (décembre 1973).

- L'étude est décrite comme un essai sur le terrain soigneusement contrôlé des effets, sur les familles bénéficiaires, de huit formules différentes d'impôt négatif sur le revenu ou de prestations. Le constat le plus frappant : les changements observés quant à la disponibilité de main-d'œuvre par suite des paiements expérimentaux étaient généralement assez faibles.

## Projet de maintien du revenu en régions rurales (Caroline du Nord et Iowa)

Gouvernement des États-Unis, département de la Santé, de l'Éducation et du Bien-être, [The Rural Income Maintenance Experiment: Summary Report](#) [Rapport sommaire : Projet de maintien du revenu en régions rurales] (novembre 1976).

- Les heures travaillées par les hommes salariés ont évolué selon les groupes, mais en moyenne, elles sont restées pratiquement inchangées. Pour chacun des groupes, on n'a relevé aucune donnée statistiquement significative indiquant que des groupes d'hommes quittaient le marché du travail en raison des paiements accordés dans le cadre du projet. Chez les femmes salariées, on a constaté des effets expérimentaux négatifs importants, de 27 % en moyenne, sur les heures travaillées. En revanche, pour le travail agricole effectué par les exploitants du secteur, l'effet expérimental positif a été de 11 % dans les deux États.
- En ce qui a trait à la nutrition, la situation des participants s'est nettement améliorée à la suite du projet dans les familles de Caroline du Nord, mais pas dans l'Iowa, en partie parce que les familles de l'Iowa avaient au départ un niveau de nutrition beaucoup plus élevé. La probabilité d'acheter une maison était légèrement plus élevée chez les participants au projet, par rapport au groupe témoin. Les résultats scolaires des élèves de la Caroline du Nord, noirs et blancs, se sont aussi améliorés grâce au projet.

## Seattle et Denver

Bureau du secrétaire adjoint, Planification et Évaluation, [Overview of the Final Report of the Seattle-Denver Income Maintenance Experiment](#) [Aperçu du rapport final sur le projet de maintien du revenu dans la région de Seattle-Denver] (Département de la santé et des services à la personne des États-Unis, mai 1983).

- Cette page décrit les projets de maintien du revenu de la région de Seattle-Denver, où quatre projets de RSG à grande échelle ont été réalisés dans les années 1960 et 1970. Le site fournit des informations sur les paiements et les participants.

## Projets en cours et potentiels de revenu de base aux États-Unis

### Stockton, Californie

\* Contrairement à un programme de RSG, le projet de Stockton ne garantit pas un revenu de subsistance. Il prévoit un versement en espèces de 500 \$ US par mois aux participants.

Stockton Economic Empowerment Demonstration : <https://www.stocktondemonstration.org/>.

- Répertoire d'informations concernant le projet de démonstration d'autonomisation financière de Stockton [Stockton Economic Empowerment Demonstration], un programme visant à verser 500 \$ US par mois pendant 18 mois à des résidents choisis au hasard vivant dans des quartiers à faible revenu de Stockton, en Californie, et ce à compter de février 2019. Le [Community Data Dashboard](#) [tableau des données communautaires] présente des données démographiques sur les participants au programme et des conclusions préliminaires sur la manière dont les fonds sont dépensés.

Lois Beckett, « [One California Mayor Has Tried Universal Basic Income. His Advice for Trump: 'Think Big'](#) » [Un maire en Californie ayant mis à l'essai un programme de revenu de base universel conseille à Trump de « voir grand »] (*The Guardian*, mars 2020).

- Dans le contexte des propositions de transfert d'argent liquide débattues aux États-Unis en réponse à la COVID-19, l'article décrit un projet de revenu de base en cours à Stockton, en Californie. On y traite du soutien apporté par le maire de Stockton au programme, des premières évaluations et de la manière dont les bénéficiaires dépensent leurs paiements en espèces.

Sarah Holder, « [Stockton Extends Its Universal Basic Income Pilot](#) » [Le projet pilote de revenu de base universel est prolongé à Stockton] (*City Lab*, 2 juin 2020).

- Cet article traite des paramètres du projet de revenu de base qui se déroule à Stockton, en Californie, et de l'annonce récente de sa prolongation jusqu'en janvier 2021 dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

### [SEED Shows Cash Spending of Stockton Guaranteed Income Recipients During COVID Crisis](#)

[Projet de démonstration d'autonomisation financière de Stockton : Comment les fonds sont dépensés par les bénéficiaires pendant la pandémie] (Stockton Economic Empowerment Demonstration, 30 avril 2020).

- Cet article présente des données jusqu'à mars 2020 concernant la première initiative de revenu garanti au pays dirigée par un maire, le Stockton Economic Empowerment Demonstration (SEED) [projet de démonstration d'autonomisation financière de Stockton]. Ces données indiquent comment les bénéficiaires ont dépensé les fonds reçus dans le contexte de la pandémie mondiale de COVID-19.

### Y Combinator

\* Les détails concernant les participants ne paraissent pas encore avoir été confirmés, mais on semble envisager, dans le cadre de ce programme, la possibilité d'un revenu de base universel ciblant les personnes dans le besoin, plutôt qu'un RSG.

Nitasha Tiku, « [Y Combinator Learns Basic Income Is Not So Basic After All](#) » [Y Combinator constate qu'un revenu de base n'est pas si simple] (*Wired*, 27 août 2018).

- Cet article rapporte l'annonce faite par Y Combinator, un incubateur technologique de la Silicon Valley, à la suite d'un projet pilote mené à Oakland, en Californie. La société a l'intention de lancer une étude à long terme sur le revenu de base d'ici le milieu de 2019 auprès de 3 000 familles : le tiers des familles recevraient 1 000 \$ par mois, tandis que les autres recevraient 50 \$ par mois (groupe témoin). Les deux paiements seraient inconditionnels. Les participants recevraient les paiements mensuels pendant trois ou cinq ans.

### **Magnolia Mother's Trust (Jackson, Mississippi)**

Springboard to Opportunities, *The Magnolia Mother's Trust* :

<http://springboardto.org/index.php/page/the-magnolia-mothers-trust>.

- Répertoire d'informations concernant le Magnolia Mother's Trust. À l'automne 2018, l'organisme Springboard To Opportunities a annoncé la création de Magnolia Mother's Trust, un nouveau programme visant à offrir aux mères afro-américaines à faible revenu vivant à Jackson, au Mississippi, 1 000 \$ en espèces sur une base mensuelle, sans condition, pendant 12 mois consécutifs. Le programme pilote initial, ciblant 20 femmes, s'est déroulé de décembre 2018 à novembre 2019. Une étude plus vaste (au moins 75 femmes) débutera en mars 2020.
- On trouve sur le site une fiche d'information concernant le rapport sur le programme pilote initial, qui décrit la manière dont les participantes ont dépensé les montants reçus, et qui fait état d'un sentiment accru de bien-être, de l'achèvement des études secondaires et d'un engagement familial positif chez les participantes.

### **Milwaukee, Wisconsin**

*\*Même si le terme « revenu de base universel » est utilisé, le programme se compare davantage à un RSG, puisqu'il serait destiné aux personnes dans le besoin. Contrairement au RSG, le programme en question ne garantirait pas un revenu de subsistance. Il propose un transfert mensuel en espèces de 500 \$ US aux familles.*

Corrinne Hess, « [Milwaukee Considering Universal Basic Income Pilot Program](#) » [Milwaukee songe à mettre en place un programme pilote de revenu de base universel] (*Wisconsin Public Radio*, 13 janvier 2020).

- Cet article rapporte que Milwaukee envisage la mise en place d'un programme de revenu de base dans le cadre duquel on accorderait au départ 500 \$ US par mois pendant 18 mois à 50 familles à faible revenu. Le département de l'administration de Milwaukee aurait l'intention de présenter un plan au conseil communal dans les mois à venir pour faire avancer le projet.

### **Philadelphie, Pennsylvanie**

Rapport du Comité spécial sur la réduction et la prévention de la pauvreté, [Philadelphia Poverty Action Plan](#) [Plan d'action contre la pauvreté de Philadelphie] (conseil municipal de Philadelphie, mars 2020).

- Pour lutter contre la pauvreté dans la ville, le Comité spécial sur la réduction et la prévention de la pauvreté a créé le Plan d'action contre la pauvreté. Ce plan recommande notamment la mise en œuvre d'un programme de revenu de base pour aider les familles à se sortir de la pauvreté, y compris pour soutenir les personnes qui sortent de systèmes gouvernementaux tels que les prisons et les foyers d'accueil. Le plan fait également

référence à des données indiquant que chaque dollar dépensé en revenu de base génère en retour 8 \$ US.

Jake Blumgart, « [Is a Universal Basic Income Experiment Coming to Philadelphia?](#) » [Un projet de revenu de base universel à Philadelphie?] (*WHYY*, 4 mars 2020).

- Cet article rend compte d'une conférence de presse tenue par des décideurs politiques et des dirigeants d'organisations à but non lucratif de Philadelphie, qui ont annoncé que la ville pourrait lancer un projet pilote de subventions en espèces en 2020.

### **Andrew Yang – Humanity Forward**

Catherine Clifford, [Andrew Yang's Nonprofit Giving Out \\$1 Million Amid COVID-19 Crisis, Including \\$250-\\$500 Checks via Social Media](#) [L'organisme de bienfaisance d'Andrew Yang donne 1 million de dollars pendant la crise de la COVID-19, y compris des chèques de 250 à 500 \$ par l'entremise des médias sociaux]. (*CNBC*, 20 mars 2020).

- L'auteure indique que l'organisme [Humanity Forward](#) de M. Yang a annoncé, le vendredi précédent, qu'il donnerait au moins un million de dollars à des personnes durement touchées par la pandémie dans le cadre d'une initiative appelée Humanity Forward Coronavirus Relief Fund [Fonds d'aide pour le coronavirus de Humanity Forward].

*\*Ce programme viserait à offrir de petits montants ponctuels à certaines personnes, et non à assurer un revenu viable auquel tous auraient accès.*

CBC Radio, « The Current », 15 mai, partie 2 d'un reportage :

<https://www.cbc.ca/radio/thecurrent/the-current-for-may-14-2020-1.5569302>.

- Entrevue avec Sheila Regehr, présidente du Réseau canadien pour le revenu garanti, et Andrew Yang, candidat de la primaire présidentielle démocrate des États-Unis, au cours de laquelle ce dernier préconise la mise en place d'un programme de revenu de base universel en réponse à la COVID-19.

*\* Il s'agirait d'un revenu de base universel et non d'un RSG.*

Yang2020, *The Freedom Dividend, Defined* : <https://www.yang2020.com/what-is-freedom-dividend-faq/>. [Définition de la Freedom Dividend]

- Ce document présente la campagne d'Andrew Yang, candidat à la présidence des États-Unis en 2020, qui proposait de verser, sans condition, 1 000 \$ US à tous les Américains d'âge adulte.

*\* Il s'agirait d'un revenu de base universel et non d'un RSG.*